

PROMÉTHÉE

Revue Mensuelle

Le Numéro } FRANCE : 3 fr.
 } ÉTRANGER : 5 fr.

ABONNEMENT

Un an..... 30 francs.
ÉTRANGER 50 francs.



Organe de
défense nationale
des Peuples
du

CAUCASE

Géorgie
Azerbaïdjan
Caucase du Nord

de l'UKRAINE et du TURKESTAN

Directeur : Georges GVAZAWA

SOMMAIRE

L'Union Soviétique et l'Union Européenne.....	***
Ramichvili vu par Jordania.....	***
Politicien contre historien.....	RASSOUL-ZADÉ
L'Ukraine libre et la S. D. N.....	M. LIWICKI
Montagnards communistes.....	KAZI-KHAN
En Azerbaïdjan.....	A. KAPLAN
Au Turkestan.....	M. TCHOKAEF

CHRONIQUE

Azerbaïdjan — Caucase du Nord — Géorgie — Ukraine.
Les livres.

RÉDACTION & ADMINISTRATION :
LIBRAIRIE ORIENTALE & AMÉRICAINE, 3, Rue du Sabot, PARIS (6^e)

PROMÉTHÉE

Organe de Défense Nationale
des Peuples du Caucase, de l'Ukraine
et du Turkestan

L'Union Soviétique et l'Union Européenne

Un tournoi oratoire des plus intéressants a eu lieu récemment à Genève. La scène se passait à la Commission d'études pour l'Union Européenne. Les hommes d'Etat les plus éminents y prirent part; citons : MM. Briand, Henderson, Grandi, Curtius, Motta, Zaleski, Titulesco, Marinkovitch. La question qui se débattait était des plus passionnantes car elle touchait l'une des plaies les plus sensibles de la vie internationale du temps qui court : l'Union Soviétique.

Fallait-il inviter cette puissance à prendre part aux travaux de la Commission d'études pour l'Union Européenne ? Fallait-il s'en passer ? Le mémorandum Briand tranchait la question sans équivoque : seuls les Etats Européens, membres de la Société des Nations, étaient qualifiés pour être admis à l'Union Européenne, et par conséquent, seuls ces Etats devaient être invités aux travaux de la Commission. Grâce à cette formule une ligne de démarcation aussi précise que possible était tracée entre l'Union Soviétique et l'Union Européenne.

Mais l'on a soudainement découvert « des Etats Européens non membres de la Société des Nations » qu'il serait inadmissible d'exclure de l'Union Européenne. Or, voyons un peu quels sont ces Etats ? La Turquie et l'Islande ! Mais jusqu'à présent nous avons toujours cru que la Turquie se trouvait en Asie Mineure. Erreur ! Il a suffi d'avoir une petite bande de terre dans un coin perdu des Balkans pour pouvoir transporter l'Etat Turc de cette partie de l'Asie où il se trouve et pour le situer en Europe. L'Islande ?... Personne n'est assez naïf pour prendre au sérieux cette manœuvre; la réalité, la voici : il s'agissait avant tout de l'admission de l'Union Soviétique aux travaux de la Commission d'études pour l'Union Européenne. La question n'est pas encore résolue; la Commission d'études ayant renoncé à la trancher, c'est au Conseil de la Société des Nations qu'il appartient de prendre une décision. Quelle que soit cette décision, on a d'ores et déjà des raisons très solides pour dire que l'Union Soviétique n'est pas un « Etat Européen » au point de vue géographique, moins encore au point de vue politique et moral.

*
**

Au point de vue géographique d'abord.

M. Poincaré disait dans un de ses discours retentissants : « Je ne sais

pas bien où se trouve la Géorgie : en Asie ou en Europe. » On aurait non moins de raisons de le dire au sujet de l'Union Soviétique.

Où se trouve, en effet, la frontière orientale de l'Europe ? Dans l'antiquité elle suivait le cours du Danube inférieur; au moyen âge, elle fut reportée jusqu'au Dnieper, puis jusqu'au Don; de nos jours, ce sont les monts et le fleuve Oural qui servent de frontière. Ces déplacements successifs de la frontière orientale de l'Europe ne sont pas naturellement arbitraires. Ils suivent évidemment les lois du rayonnement de la civilisation méditerranéenne d'abord, européenne ensuite. L'Ukraine et les pays Baltes ont été les premiers imprégnés de cette civilisation et ils sont restés fidèles à l'esprit occidental malgré les vicissitudes de leur histoire.

Entre temps est survenu un événement d'une portée considérable, événement qui a changé le cours de l'évolution normale de ces pays. Un pays situé plus à l'Est et connu alors sous le nom de Moscovie ayant soudain pris un essor considérable réussit à détacher de l'Europe l'Ukraine et les pays Baltes et à englober dans son emprise la majeure partie de l'ancien empire mongol. Ainsi apparut la Russie, véritable mosaïque d'éléments hétérogènes et inassimilables par leur culture, leur tendance et leur mentalité. C'est là que git ce mal initial qui devait, au premier choc, amener la dislocation de l'Empire russe. Ce choc se produisit au cours de la grande guerre et l'Empire s'écroula comme un château de cartes. L'Ukraine et les pays Baltes, pays imprégnés d'esprit européen, se détachèrent aussitôt de la Russie et s'engagèrent résolument dans la voie tracée par l'esprit européen. Quant à la Russie proprement dite, elle fit un saut en arrière pour se replonger dans les ténèbres du moyen âge; elle se façonna un régime de force et d'oppression dont on ne saurait méconnaître la ressemblance frappante avec celui qui avait sévi au temps de Gengis-Khan. Il en est résulté une guerre qu'on appelle à tort ou à raison — plutôt à tort — la guerre civile. L'Empire russe se brisa en deux parties : une partie européenne et une partie asiatique; et cet Empire est devenu un immense champ de batailles où deux mondes irréductiblement opposés se trouvent face à face. Les pays Baltes réussirent à en sortir victorieusement et aussitôt ils s'associèrent librement à la démocratie européenne, mais l'Ukraine succomba.

Tels sont les faits. La frontière orientale de l'Europe est toute tracée par les flots de sang de l'Ukraine et des pays Baltes. Plus loin à l'Est, c'est l'Asie, l'Asie jusqu'au lointain rivage de l'Océan Pacifique. Et si l'on veut introduire cette partie de l'Asie dans l'Union Européenne, pourquoi laisser en dehors d'elle la Chine, les Indes, etc. ?

M. Grandi, éminent homme d'Etat italien, a déclaré : « Si nous n'invitons pas les Etats non membres (lisez : l'Union Soviétique), nous serons en contradiction avec nous-mêmes dans notre pensée d'union européenne. Il faut que la Commission marque qu'elle ne veut pas créer de division en Europe. » C'est la vérité même en tant qu'il s'agit de l'Europe. Mais vouloir déplacer une moitié de l'Asie et l'incorporer dans les « Etats-Unis d'Europe », c'est évidemment ce qu'on peut appeler un malentendu.

*

**

Si l'on envisage le problème au point de vue politique et moral l'on doit admettre que l'Union Soviétique s'est formée et puis dressée en face de l'Europe et contre l'Europe. Son territoire, comme dit M. Mirkine-

Guetsevitch, est fluide, ses frontières sont élastiques, susceptibles de s'élargir à l'infini au point d'englober toute la planète. Sa doctrine est connue : elle tend à rien moins qu'à conquérir le monde tout entier, et après avoir détruit toutes les bases de sa vie nationale et sociale, lui imposer une nouvelle structure et créer une République Universelle. Tout est subordonné à ce but suprême. Lorsqu'une telle doctrine s'est emparée d'un immense empire, lorsqu'elle dispose d'un matériel humain de plus de 140 millions d'âmes et de la richesse incalculable des peuples spoliés et subjugués, on est bien forcé d'ouvrir les yeux et d'éprouver une grande inquiétude pour l'avenir de l'Europe. Car c'est justement l'avenir de l'Europe qui est en jeu.

L'Europe est menacée, dit-on, de deux côtés : elle est menacée par l'impérialisme économique de l'Amérique du Nord, d'une part, et par l'impérialisme soviétique de l'autre. Quoi qu'il en soit, elle commence à prendre conscience de ses intérêts vitaux et elle s'efforce de créer des conditions nécessaires pour la sauvegarde de ses intérêts. Une Union Européenne se dessine, sur la base du respect absolu de la souveraineté de chaque Etat. Elle ne songe point à diriger une pointe quelconque contre quiconque, mais elle aura évidemment le devoir envers le monde et envers soi-même de bien veiller sur les intérêts généraux de l'Europe et de conjurer toute tentative d'où qu'elle vienne de nature à troubler la paix. Ainsi, en face de l'Union Soviétique verrons-nous s'ériger une autre Union, foncièrement opposée à la première par sa nature, par son esprit et par son but. La Commission d'études n'a d'autre but que de préparer le terrain pour cet accord pan-européen. Mais alors on a peine à comprendre le rôle des Soviets dans les travaux de cette Commission. Chaque délégué des Soviets continuera naturellement son jeu et s'appliquera de son mieux à brouiller les cartes, à attiser les rivalités et à faire obstacle à tout accord. L'Union Soviétique ne saurait par définition collaborer à une œuvre qui, qu'on le veuille ou non, est destinée par sa nature même à barrer la route à toute tentative du bouleversement universel.

M. Curtius, éminent homme d'Etat allemand, est d'un autre avis. Nous avons eu le regret de le constater et tenons à le signaler...

*
**

La question tendant à inviter l'Union Soviétique à des travaux qu'on poursuit sous les auspices de la Société des Nations a un autre aspect. aspect douloureux pour nous, représentants des territoires envahis. On sait bien que l'Ukraine a été brisée par l'invasion soviétique; on n'ignore pas que la Géorgie, pourtant universellement reconnue comme Etat libre et indépendant, a été submergée par l'armée rouge... Le fracas des batailles qui se livrent en Azerbaïdjan et au Caucase du Nord, parle assez haut pour qu'on puisse juger du crime perpétré par les Soviets. Dans ces conditions, toute invitation des Soviets pour une œuvre de justice ou de paix équivaut à une approbation des assassinats accomplis sur le terrain international en même temps qu'à un blâme à l'adresse des peuples qui luttent pour leur liberté et pour leur dignité nationale.

Est-ce là le rôle que prétend jouer la Société des Nations ?...

Ramichvili vu par Jordania

Tout homme politique est un homme d'idée. Il a toujours un idéal, quel qu'il soit, et il travaille pour sa réalisation. Noé Ramichvili fut un de ces hommes. Il posséda toutes les qualités requises pour faire de lui un homme politique.

Mais, en plus de ces qualités, Noé Ramichvili possédait encore un don exceptionnel, don qui occupe une place particulière et par là il s'éloigne du type ordinaire de militant pour une idée.

Pour l'homme politique ordinaire, l'idée n'est généralement qu'une portion de sa vie, un aspect de sa pensée, de son esprit et de son activité; tout le reste de sa vie est rempli d'autres besoins : plaisirs personnels, train de vie, soucis de famille, inquiétude pour les parents, en un mot, toute une série de besoins qu'il faut satisfaire.

Or, pour Noé Ramichvili l'idée était, non pas une partie de sa vie, mais toute sa vie, tout son être, toute sa pensée, son esprit et son activité. Il n'existait pour lui d'autre plaisir, d'autre souci, d'autre conversation ou d'autre travail en dehors de son idéal, en dehors de l'œuvre qu'il poursuivait avec tant d'abnégation. Ramichvili était un homme d'idée dans toute l'acception du mot, de pied en cap et de cap en pied. La nature l'avait tout entier découpé d'un coup de maître, elle avait coordonné toutes ses parties, accordé merveilleusement toutes les fibres. Pas la moindre dissonance, le moindre rapiéçage. Son âme, son cœur et son corps étaient fondus ensemble, moulés et transformés en un bronze vivant.

Je n'ai jamais, dans ma longue vie, rencontré un travailleur de cette espèce. Il était en tout cas, unique parmi les Géorgiens; il se distinguait entre tous et devrait être placé à part. Beaucoup ne s'entendaient pas avec lui, beaucoup éprouvaient un sentiment d'irritation contre lui, mais tous lui gardaient une profonde estime et tous comptaient sur lui, et lorsqu'un grand acte était à accomplir, ses adversaires même s'inclinaient devant lui et faisaient appel à son autorité. Dans toutes les circonstances, simples ou compliquées, on ne pouvait éviter Noé Ramichvili; il était impossible de ne pas jeter un regard sur lui; son nom était sur toutes les bouches, il entraînait dans votre tête et dirigeait vos pensées...

Je le connaissais depuis 1903 lorsque, délégué de l'organisation social-démocrate de Batoum, il se présenta, jeune homme de 22 ans, au premier congrès régional de Transcaucasie. Il attira aussitôt mon attention et depuis je n'ai jamais cessé d'être en rapport avec lui. Depuis ce temps, il n'est pas une mission qu'il n'ait acceptée et qu'il n'ait accomplie. Il aurait affronté tous les obstacles pour l'accomplir. Il ne savait ni se dérober ni refuser. Point n'était besoin de le prier; toujours prêt à exécuter ce qu'on lui demandait, il marchait de l'avant sans peur et sans faiblesse.

Un homme aussi complètement pénétré par l'idée est ordinairement un sectaire, le chef de quelque groupe restreint et non pas le conducteur d'un grand parti politique et d'un peuple.

C'est là précisément le trait qui caractérise Noé : il réunissait en lui l'enthousiasme de l'idée et la conception la plus large de la vie, la fidélité au but et l'élasticité dans le choix des moyens, la fermeté de principe et le compromis réciproque. Noé n'avait absolument rien de

sectaire. Un sectaire politique ou religieux ne voit que sa propre idée, il ne voit pas la réalité, la vie effective, la relation des forces. C'est pourquoi son idée est un *Pater noster* appris par cœur une fois pour toutes; il ne regarde le monde qu'à travers cette lunette et, lorsque son *Pater noster* ne s'applique pas au monde, il se fâche, non pas contre son *Pater noster*, mais contre le monde et s'écarte. Pour Noé Ramichvili, ce qui existait tout d'abord, c'était la réalité, la vie effective, dont il tenait compte pour le triomphe de son idée, de son drapeau politique. Il ne pensait jamais, à l'instar d'un sectaire, qu'il eût le monopole de la vérité et que tous les autres ne fussent que des ignorants. Au contraire, selon lui, la vérité ne pouvait être qu'une propriété collective, qu'une création de nombreux individus et organisations. C'est pourquoi il était, ce qu'on pourrait appeler un homme collégial à l'extrême, un servant de l'organisation et l'exécuteur des décisions prises en commun.

Je ne connais point d'exemple qu'une réunion dont il ait fait partie ait pris une décision qu'il n'eût pas mise à exécution. Un tel acte d'indiscipline eût été en opposition directe avec sa nature d'homme de parti. Il était passé à la grande école de parti et il en avait reçu une grande éducation politique.

Il y a toujours eu deux sortes de travailleurs dans notre parti : les uns constituaient l'épine dorsale du parti, son centre où se rassemblaient ses meilleurs organisateurs et praticiens; c'est sur leur dos que passait tout le travail. C'est là que les dirigeants effectifs du parti, ceux qui luttèrent pour lui, qui versaient leur sang, qui acceptaient la prison et la Sibérie, se donnaient rendez-vous. Les autres demeuraient aux confins; loin du centre, ils avaient différentes missions à accomplir et ils se tenaient toujours à la disposition du centre. Et l'on n'a jamais vu que la périphérie ait désiré occuper la place du centre; non, cela n'a jamais eu lieu; une telle prétention ne s'est jamais révélée en Géorgie. Noé Ramichvili était toujours au centre, une rame à la main, aidant puissamment les autres rameurs qui, ainsi que lui, au milieu des vagues déchainées de la vie politique, s'efforçaient de trouver pour le bateau un paisible amarrage. Il commandait souvent ce bateau. Il était souvent investi de la confiance toute particulière du parti aussi bien en Géorgie qu'ici parmi l'émigration. Le parti ne l'oubliait jamais et il lui donnait des missions à remplir. Dans une lettre datée du 10 novembre, le Comité Central du Parti lui adressait son salut en ces termes : « Salut au héros Noé Ramichvili ! » Voilà la place qu'il détenait dans l'âme et dans le cœur de notre parti, de ce parti avec lequel il était indissolublement lié par toutes les fibres de son âme, aux jours de détresse comme aussi aux jours de triomphe. La Géorgie connaissait sa haute valeur tout comme les aigles, les héros de notre parti, les chevaliers toujours, à chaque instant, prêts à affronter toutes sortes de périls tels que tortures, fusillades, rélégalions... C'est là une récompense suffisante pour Noé. Il n'était jamais moralement un émigré; éloigné de la vie réelle de Géorgie; le lien entre lui et le parti n'a jamais été rompu; leur compréhension mutuelle ne fut jamais diminuée, ni affaiblie; la langue aussi bien que les conceptions furent communes. Il a été atteint par la balle d'un émigré, mais jamais par une déchéance d'émigrés, par une fierté insensée, par un verbiage stérile. Il resta ce qu'il avait été dans sa patrie, avec les mêmes qualités et les mêmes défauts, sans le moindre changement, sans la moindre défaillance.

Les défauts de Ramichvili, s'il en eût, étaient tout à fait superficiels,

extérieurs. Qui n'a point de défauts ? Qui pourrait en être dispensé ? L'homme doit être apprécié en entier avec ses qualités et ses défauts. Si ses qualités prévalent sur ses défauts, il se trouve au premier rang. Un parti militant n'a pas besoin — et à quoi bon ? — d'un promeneur sans défaut, d'un moraliste sans affaire, d'un saint invertébré qui dénonce les défauts des autres. Ce qu'il lui faut, c'est un militant fidèle, dévoué, courageux, soldat et conducteur intelligent. Aucune de ces qualités positives ne faisait défaut à Noé. C'est pourquoi il était aimé par le parti en Géorgie; il fut porté par lui aux postes ayant le plus de responsabilité. Il n'était pas amoureux de lui-même; il n'exigeait point d'honneurs, de louanges, de la fumée d'encensoir. Les hommes de cette sorte lui étaient antipathiques et il ne plaçait en eux aucun espoir. Il ne cherchait pas à figurer au premier plan. Ce sont les autres qui l'y poussaient et le chargeaient de missions. Dans son activité aussi bien que dans le développement de sa pensée, il ne procédait jamais en s'appuyant sur un motif quelconque, étranger à son idée. Ni amitié, ni parenté, ni camaraderie ne pouvaient l'influencer dans sa décision; aucune alliance, aucun intérêt n'agissait sur lui, exception faite pour le cas où quelque chose pouvait répondre à son idée. Dès lors, cela permettait de renforcer et de faciliter la marche de la cause dont il était le serviteur. L'intérêt de la cause, voilà la seule et unique force qui le guidait, qui l'animait, l'unique poids et mesure enfin de cette puissante personnalité.

Noé Ramichvili est un homme d'idée au sens le plus noble et le plus élevé du mot. Il restera pour toujours un type parfait d'homme politique, un modèle digne d'admiration, un idéal fascinant. Son rayonnement aura une longue durée dans notre parti, dans notre société; son âme portera longtemps encore l'espoir aux désespérés, l'énergie aux faibles, la foi à ceux qui l'ont perdue. Elle est parmi nous, elle sera toujours avec nous, hommes de combat et d'idéalisme actif. Il s'est détaché de l'horizon de la vie, mais pour nous il n'est point mort, il reste immortel à jamais.

N. JORDANIA.

Traduit du géorgien par M. G. G.

(Echo de la lutte.)

POLITICIEN CONTRE HISTORIEN

Les événements qui se déroulent actuellement dans « l'Union Soviétique » retiennent l'attention générale du monde. La grandiose « expérience » tentée par les bolcheviks incline de plus en plus vers sa fin logique. Le régime soviétique, et avec lui la dictature communiste, roulent vers l'abîme que leur réserve l'Histoire, avec une rapidité vertigineuse. La dictature de Staline avec son plan monstrueux d'industrialisation de la Russie paysanne est-elle capable de détourner le pays de cette fin inévitable ?... La plupart des savants spécialisés, se basant sur des données strictement objectives, prédisent l'échec inévitable du « plan quinquennal » stalinien. Cet échec laisse entrevoir la chute du régime soviétique et de la dictature communiste. Il est vrai que d'autres ont une opinion toute différente et qu'ils vont jusqu'à admettre le succès de l'expérience bolcheviste, mais en ce cas, ils prévoient qu'un conflit sanglant entre le monde capitaliste et le monde

socialiste ne manquera pas d'éclater, conflit qui marquera l'effondrement de l'« Union » comme suite d'une guerre que les Soviets sont dans l'impossibilité de soutenir.

Les représentants de l'émigration politique russe envisageant la fin éventuelle du régime soviétique, escomptent la première version de la chute du régime. Tout récemment encore, le représentant du libéralisme russe, M. Milioukov, analysait, dans l'un de ses rapports lu à Paris, les ouvrages écrits par des auteurs de différents pays sur le problème de l'industrialisation soviétique. M. Milioukov se rangea du côté de ceux qui prédisent un krach inévitable de ce système.

Convaincus de la chute imminente des bolcheviks, les éléments anti-bolcheviks de Russie se demandent non sans raison qui viendra remplacer le pouvoir actuel.

Le chef du groupe des républicains-démocrates ne manqua pas non plus d'examiner cette importante question. Existe-t-il des forces actives luttant contre les bolcheviks en Russie même ? La question ainsi posée, M. Milioukov y répond, bien que d'une façon peu précise. Les communiqués qui répondent à ces questions provenant des centres de Minsk, Kharkov, Tiflis et Bakou, c'est-à-dire des confins de l'Union, M. Milioukov estima nécessaire de ne pas trop insister. Il est facile d'en deviner la cause...

Très discret à Paris, M. Milioukov fut beaucoup plus expansif à Prague. Lors de la lecture d'un rapport de M. Meisner, intitulé « La situation en Russie et les buts de l'émigration », sous les auspices de la section de l'Union républicaine-démocratique russe de Prague, M. Milioukov, prenant la parole au cours des débats, fit une intéressante déclaration. Ayant pris sous sa protection un étudiant blanc-russien qui avait déclaré que « la culture russe et le mouvement intellectuel s'étaient développés sous le knout », M. Milioukov crut utile d'exhorter ses compatriotes à traiter avec attention et délicatesse les nationalités de Russie, « car, ajouta-t-il, la position qu'observeront les peuples allogènes de Russie jouera un grand rôle au moment de la chute du pouvoir soviétique. Il est même probable que les confins s'organisent les premiers. » A cette déclaration, M. Milioukov crut devoir ajouter le conseil suivant : « La société russe doit trouver une formule commune avec les nationalités, car de cela dépend en grande partie la voie que devra suivre la renaissance de la Russie ». (Cf. *Posljednia Novosti*, numéro 3572.)

Dans cette déclaration apparaît, à n'en point douter, le Milioukov-historien. En tant qu'historien, il voit mieux que tout autre que le développement des forces socialo-politiques actuelles ne permet point de défendre la Russie dans les formes historiques que voudraient lui conserver les représentants de l'impérialisme russe à la manière des Goukassov dans l'organe *Vozrojdenie*.

Analysant la marche générale des forces en mouvement et faisant un rapprochement avec des événements historiques analogues, M. Milioukov en vient à constater que le moment est venu de chercher les voies qui permettraient de prendre langue avec les nationalités de Russie. En d'autres termes, il s'agirait de négocier avec ceux-là même contre lesquels s'éleva M. Milioukov au cours d'une réunion publique organisée l'an dernier à Prague par cette même section de l'Union républicaine-démocratique russe. L'on se souvient qu'à la question : « Pourquoi ne pas s'entendre avec les nationalités ? », M. Milioukov avait répondu « qu'avec les allogènes, il ne saurait y avoir communauté de langage. »



M. Milioukov-politicien se trouve en ce moment être en opposition avec M. Milioukov-historien. Dans son rôle d'historien, M. Milioukov reconnaît que l'on ne peut refuser aux nations le droit à disposer d'elles-mêmes; il reconnaît aussi que les peuples allogènes de Russie « ont la possibilité, au moment de la chute du bolchevisme, de s'organiser plus rapidement que la nationalité russe ». Et cependant, nonobstant ces arguments, M. Milioukov-politicien ne peut admettre le principe démocratique généralement reconnu de l'autodisposition dans sa forme la plus pure. Son Union républicaine démocratique « ne peut accepter la complète indépendance des nationalités et leur séparation d'avec la Russie ».

N'empêche que le « politicien » console l'« historien ». Les conversations antérieures avec les allogènes étaient rendues difficiles du fait de leur intraitabilité !... Il n'en est pas de même aujourd'hui, paraît-il, attendu qu'il existerait certains indices laissant supposer « que des changements se sont produits au sein de certains milieux autrefois hostiles à toute combinaison séparatiste ».

C'est à cette prétendue « tendance » que se rallierait aujourd'hui M. Milioukov-politicien, tendance qu'il salue « avec force » et qu'il est disposé « d'appuyer ».

Mais de quels « milieux » s'agit-il et de quelles « tendances » parle M. Milioukov ? C'est là le secret diplomatique du « politicien ».

Quant à nous, le devoir nous commande d'éclairer M. Milioukov-historien et nous l'engageons à ne pas croire à des faits anonymes de caractère douteux de M. Milioukov-politicien. Dans l'esprit des allogènes luttant pour leur indépendance, aucun changement n'est survenu, aucune tendance vers le renoncement aux droits de disposer pleinement de soi-même n'a été constatée.

En présence de l'impérialisme rouge voué à une perte certaine, en présence de la lutte héroïque que soutiennent les nationalités opprimées de Russie pour leur indépendance, et après avoir convenu que les peuples allogènes sont à même d'organiser leur Etat, il est inutile de vouloir lier leur sort à celui des représentants d'une politique qui ne reconnaît pas à ces peuples leurs droits bien naturels à leur indépendance nationale.

Qu'il nous soit permis de conseiller à l'« historien » de ne point s'abandonner aux sentiments du « politicien ». Les nationalités qui travaillent à obtenir leur indépendance nationale ne voudront certainement pas, après avoir brisé les fers de l'impérialisme rouge, reprendre les chaînes d'un autre impérialisme.

M. E. RASSOUL ZADÉ.

L'Ukraine libre et la S. D. N.

L'Association ukrainienne pour la Société des Nations, qui fait partie de l'Union internationale pour la S.D.N., vient de publier une série de brochures en langue française et ukrainienne. Elle espère ainsi atteindre un double but : c'est d'abord, de répandre les idées de la S.D.N. dans les milieux ukrainiens, et, d'autre part, de faire connaître à l'étranger la cause ukrainienne et l'intérêt que ce peuple porte aux idées de la S.D.N., cette Société des peuples libres dont l'Ukraine, une fois affranchie, ferait partie. Notons

tout particulièrement parmi ces publications, une brochure reproduisant en langue ukrainienne le pacte de la S.D.N. avec une préface de M. André Liwicki, Président du Directoire de la République démocratique ukrainienne. L'on sait que M. Liwicki, homme politique éminent, se trouve ainsi que son Gouvernement, en exil, où il continue de diriger la lutte du peuple ukrainien pour la libération de son pays. Nous reproduisons ici l'article de M. Liwicki, qui examine la situation de l'Ukraine et de quelques autres pays se trouvant sous le joug de Moscou, et qui, de même que cette dernière, aspirent à reconquérir leur indépendance pour entrer dans le sein de la Société des peuples libres.

Dix ans se sont écoulés depuis que, sur l'initiative d'un grand Américain, bien que sans la participation de la nation américaine elle-même, s'est formé l'institution la plus noble du monde qui porte le nom de Société des Nations. Des peuples, même ceux qui, tout petits, ont, des siècles durant, vécu sous le joug étranger, se sont éveillés pour vivre d'une vie indépendante, après la grande guerre, sont entrés libres dans l'union mondiale qu'est la S.D.N., afin de prendre part à l'organisation de la paix entre les peuples.

Il ne manque, au sein de cette institution mondiale, que les peuples qui gémissent sous le joug despotique de Moscou; il manque la République démocratique ukrainienne qui, au lendemain de sa libération, manifesta sa ferme volonté d'entrer dans la grande famille des peuples libres de l'univers (1920).

La tâche de nos diplomates n'a pas été facile. Il s'agissait pour eux de défendre la cause de l'Ukraine alors si peu connue à l'étranger. Que de difficultés il a fallu surmonter pour se faire comprendre, alors que l'univers entier méconnaissait obstinément l'importance du problème ukrainien.

Notre propagande nationale a puissamment contribué à faire connaître notre cause durant les longues années d'émigration. Malgré tout, il n'est pas encore facile de concilier notre activité pour la libération de notre pays avec certaines tendances des milieux de la S.D.N. Dans ces milieux de Genève, on rêve de la pacification de l'Europe et la seule pensée que la libération de l'Ukraine, du Caucase et d'autres pays subjugués par Moscou va provoquer de nouveaux conflits ayant peut-être un caractère mondial, inquiète les esprits. Les maîtres actuels des destinées du monde oublient que, pour toute nation, la paix n'est désirable et possible qu'à condition qu'elle soit libre de tout joug étranger. Ils oublient trop que la Russie de 1812 n'a pas pensé à la paix lorsque son territoire fut occupé par les troupes étrangères. Ils oublient que la France ne s'inclina pas lors de l'invasion anglaise au xv^e siècle, pas plus qu'après l'année terrible de 1870. Ils oublient enfin les luttes héroïques soutenues au siècle dernier par la Pologne, la Grèce, l'Italie, la Roumanie, la Serbie, la Bulgarie, la Hongrie, la Tchécoslovaquie, autant de nations qui, bien que pénétrées des grandes idées de fraternité des peuples, ne relâchaient pas leur lutte pour la libération de l'odieuse joug étranger.

Malheureusement, les pacificateurs du monde ne peuvent apprécier à sa juste valeur cette vérité incontestable qu'il ne peut y avoir de paix et de calme en Europe tant que des peuples ayant une civilisation séculaire, des traditions historiques, indignés par l'injustice qui leur est infligée et conscients de leur droit sacré à l'indépendance, se trouvent dans un état d'esclavage. La paix ne peut être assurée tant que l'Ukraine, dont la popu-

lation ainsi que l'étendue de son territoire peuvent être comparées aux grandes Puissances de l'Europe, restera sous le joug moscovite.

Nous ne demandons pas l'intervention des Puissances étrangères pour nous libérer; nous redoutons même les prétextes possibles d'un conflit mondial, car c'est l'Ukraine qui en serait le théâtre à cause de sa situation géographique. Nous avons la certitude que l'heure de la libération approche, que le régime despotique moscovite s'écroulera aussi subitement que s'est écroulé celui de Saint-Petersbourg, que le peuple torturé de l'Ukraine se sentira de nouveau fort et puissant et se souviendra alors de ceux qui, aux heures les plus pénibles, ont été avec nous comme aussi de ceux qui ont été contre nous. Nous comptons sur nos propres forces, sur les forces du peuple ukrainien et sur la collaboration des peuples qui partagent nos joies et nos peines dans notre lutte commune contre les occupants. Nous ne demandons des Puissances libres que de nous comprendre, de nous soutenir moralement. Nous souhaitons que ceux qui ont si bien compris la nécessité du partage de l'ancienne Autriche-Hongrie, comprennent enfin le danger de l'idée de la Russie une et indivisible. Il est vrai que l'Autriche-Hongrie avait pris l'initiative de la grande guerre, qu'elle a été l'ennemi du principe de la liberté des peuples.

Et que dire de l'ancienne Russie qui aspirait toujours à dominer les Balkans, les Détroits? Ne partage-t-elle pas elle aussi cette culpabilité d'avoir provoqué l'incendie mondial? En opprimant des dizaines de peuples, n'était-elle pas une source inépuisable des graves conflits? Et la Russie actuelle (l'U.R.S.S.) qui, en 1920-1921, a envahi des Etats indépendants tels que l'Ukraine, la Géorgie et autres Etats nouvellement constitués, n'est-elle pas l'initiatrice d'une autre guerre mondiale, lutte terrible qui dure, de fait, encore entre la Russie et les peuples assujettis? N'est-elle pas la cause de troubles perpétuels? N'est-elle pas responsable des millions de morts, des tortures inhumaines, des souffrances et de la famine dans l'Est européen et, dans une certaine mesure, d'une crise de chômage et de difficultés économiques dans le monde entier? Ce despotisme moderne de la Moscovie n'est-il pas l'ennemi non seulement des peuples opprimés de l'Est, mais de tout le monde civilisé, de la vérité, de la science, de la morale, l'ennemi acharné des droits les plus sacrés de l'humanité, l'ennemi de la liberté?

Du lointain Nouveau-Monde arrivent aux peuples opprimés de l'Est européen les premières manifestations de compréhension du problème. De même qu'après la guerre mondiale la première voix noble en faveur de la défense des peuples opprimés est venue de la lointaine Amérique, nous entendons aujourd'hui, à la veille de notre libération, à la veille de la véritable pacification de l'Europe, la voix du représentant de la démocratie américaine, celle du sénateur Copeland qui a posé devant le Sénat américain la question de la reconnaissance des Gouvernements en exil du Caucase et de l'Ukraine.

Nous croyons fermement que cette sage initiative de l'homme politique américain sera soutenue par la démocratie de son pays; nous sommes persuadés que l'exemple du Nouveau-Monde sera suivi par la vieille Europe.

Et lorsque les efforts des peuples opprimés de l'ancienne Russie, soutenus moralement par le monde civilisé, aboutiront à la constitution dans l'Est européen d'Etats indépendants, c'est à ce moment seulement que la Société des Nations pourra réaliser les grands problèmes qu'elle

s'est imposée. C'est alors seulement que cette institution universelle pourra appliquer les grands principes de la Révolution Française, non seulement aux individus, mais aussi à tous les peuples du monde, à toute l'humanité.

M. LIWICKI.

MONTAGNARDS COMMUNISTES

D'où est venue cette catégorie de gens, véritables bourreaux de leur propre pays ? Qui sont-ils ? Et comment expliquer qu'ils se sont attelés au char du communisme qui porte avec lui la mort et l'épouvante ? Qui donc a engendré ces fratricides, ces parricides qui déshonorent leur nation ? Sont-ils nombreux et leur force est-elle grande ? Et pouvons-nous supposer que tous les communistes à un égal degré sont responsables du démembrement de leur pays ? Sont-ils tous, en un mot, les serviteurs aveugles, les esclaves du pouvoir soviétique ?...

Telles sont les questions qu'il aurait été difficile de poser tant elles auraient semblé vaines au début du pouvoir soviétique. Aucune réponse satisfaisante n'aurait pu être fournie à l'époque, attendu que deux choses essentielles manquaient dans cette estimation : l'expérience et le temps.

Il n'en est plus de même aujourd'hui, alors que toute une génération commence à pénétrer dans les profondeurs de l'Histoire. Le moment semble donc venu de poser ces questions dont les réponses, avec la génération qui passe, apparaissent déjà comme gravées dans le grand Livre de l'Histoire.

Pour ce qui est des origines, il est facile de répondre, car l'humanité a connu, au plus lointain de ses âges, des exemples de telles barbaries. De tout temps, il a existé des bourreaux de leur propre peuple, et il s'en trouvera encore; ce sera toujours la lie du peuple, ces mêmes déchets qu'un vent favorable mène à la surface; il s'en est trouvé aussi parmi les Montagnards du Caucase et la seule chose qui peut prêter à la discussion, c'est le caractère de ce phénomène, résultat de conditions multiples tenant de la nature, du climat, des mœurs et des usages...

Ces différents facteurs, en dépit du progrès, subsistent toujours; il suffit de signaler le caractère de certains éléments criminels, individuels ou organisés, tenant du lieu ou de la race, tels que les Hounhouz de Mandchourie, les Abreks dans le Caucase du Nord. Cependant, l'on ne saurait, par comparaison, mettre sur un même pied le Hounhouz sanguinaire et l'Abrek chevaleresque. Ce dernier, en effet, ne devient criminel que pour se venger de la venue dans son pays de despotes étrangers ou d'insatiables usuriers auxquels il reprend ce qu'ils ont accaparé pour le distribuer aux indigents frères. L'on chercherait en vain des actes de ce genre parmi les montagnards communistes: l'on n'y compte même pas un seul Abrek; ce sont tous des disciples de Moscou, pétris au même moule et, partant, animés d'un esprit aussi malfaisant, pratiquant les mêmes méthodes que la Tchéka.

*
**

Il convient de faire une démarcation entre les bolchéviks russes, d'avant la Révolution et ceux d'après la Révolution. Parmi les premiers, on compte de nombreux idéalistes, fanatiques même de leurs idées. Du sein de l'ancienne garde révolutionnaire bolcheviste ont surgi ceux qui, précisément, fidèles à leur idéologie, ont su créer une sorte de théorie, étrangère

il est vrai et quelque peut désuète, devenue un système sans lequel il ne leur aurait pas été possible de fêter le treizième anniversaire de leur prise de pouvoir.

Les Montagnards communistes ignorent cette ligne de démarcation, attendu qu'avant 1917, aucun d'eux, que nous sachions, ne faisait partie de groupements bolcheviks et si par hasard il s'en est trouvé quelqu'un, cela confirmerait l'axiome qu'il « n'est pas de règle sans exception ». Dans les milieux circassiens, l'élément communiste ne fit son apparition qu'au moment où, les bolcheviks s'étant emparés du pouvoir, se mirent à distribuer des faveurs, mais aussi à disposer de la vie des citoyens. Quoi d'étonnant si leurs premiers alliés furent ces éléments criminels qui, ayant passé des dizaines d'années dans les prisons ou dans les bagnes, avaient perdu tout sentiment national et humain...

Qui d'entre ces forçats stigmatisés par le peuple, pouvait se priver du plaisir de commander ? Qui n'éprouvait le besoin de se venger de son ancien chef, de son maître, de son voisin, de son semblable même, du simple musulman ?... Et de leurs mains, ces criminels de droit commun, avec l'appui des baïonnettes russes, se prirent à assouvir leur vengeance. Ce sont ces éléments qui constituent les cent pour cent des Montagnards bolcheviks dont parlent les statistiques soviétiques. Liés étroitement avec le pouvoir soviétique, ils n'ignorent point que la mort de l'un entraînera la perte de l'autre. Leur nombre, du reste, n'est pas grand : des sept ou huit dizaines d'antan, il n'en reste plus que deux à peine. Les uns ont péri sous le yatagan circassien, les autres de la main même du pouvoir bolchevik. Utilisés comme bourreaux au début, ils ont cessé d'être utiles et, méprisés par leurs propres amis bolcheviks de Russie, ils ont été liquidés avec autant de cynisme qu'autrefois les chefs tombés en disgrâce devenaient victimes de leurs services passés.

Combien ont été vains et misérables leurs services... Peut-être aussi trouverait-on quelque erreur manifeste de la Tchéka, car des serviteurs de cette trempe sont difficiles à remplacer. Ils appartenaient à cette catégorie peu ordinaire de gens qui obéissent sans discuter. Pour ces gens, aucun genre de déviation n'existait... Ils ignoraient la déviation de droite comme celle de gauche et la déviation vers le *nationalisme* par dessus tout !...

* * *

Mais derrière ces bagnards, il en venait d'autres. La paix soit avec eux ! De cette dizaine de *patriotes patentés*, il ne reste plus personne... Oui, personne, car ceux qui, par un effet du hasard, sont encore de ce monde, ne sont plus que des ombres du passé... En eux, il est facile de reconnaître les intellectuels montagnards qui, hier encore, à gorge déployée, lançaient à tous les congrès nationaux, à toutes les réunions et assemblées de Soviets, des appels enflammés au peuple pour l'engager à passer dans les rangs bolcheviks.

« Ce sont nos frères, clamaient-ils; ils nous aideront ainsi que tous les peuples opprimés. Notre indépendance, grâce à eux, se trouvera consolidée. Entrons dans leurs rangs. Ils représentent la force, la vérité !... »

Voilà ce que disaient quelques cinq ou six juristes, deux ou trois ingénieurs, un étudiant socialiste et même... oui, il faut bien le dire... le cheik si respecté et aimé *Souogon Moulla Chalinski* !!! Tel était le groupe qui rêvait d'une indépendance effective, poussait cette illusion jusqu'au fanatisme; telle était cette poignée de gens, crédules jusqu'à l'aveuglement, et que les belles promesses des sirènes moscovites avaient avantageusement impressionnés.

Et ces malheureux firent ce qu'on attendait d'eux !... Puis les jours passèrent. Les uns ont survécu à leur folle entreprise alors que d'autres ne sont plus... Et quant à l'infortuné cheik Souogon Moulla Chalinski, le sort a voulu qu'il termine ses jours dans une sorte de captivité, entouré de son peuple, accablé par le remords de conscience, brisé par le poids de sa responsabilité. Il a dû subir les furieux assauts de ce peuple qui, dans ses moments de désespoir, lui lançait à la face : « Eh bien ? Est-ce là ce que tu avais promis, ce que tu nous laissais entendre, que les bolcheviks sont nos sauveurs, nos frères ? ! ! » — « Je jure, gémissait le cheikh Chalinski, que ce ne sont plus ces mêmes bolcheviks. Je ne vous ai jamais parlé de ces bolcheviks-là. Il y a confusion ; ce n'est pas possible ! »

*
**

Mais que dire de ceux qui ont suivi leur route ? de ceux qui, volontairement ou non, sont passé dans leurs rangs ? Il s'en trouve un peu partout sur notre planète de ces gens, toujours prêts à passer du côté où la vie semble plus douce, où un minimum d'efforts est nécessaire pour faire son chemin. C'est un troupeau des plus disparates, où le koulak coudoie le bédniak (indigent), le dévoyé se retrouve avec le spécialiste. Dans le nombre, l'on compterait pas mal de braves gens. Qui oserait leur jeter la pierre si l'on mesure le prix d'un compromis avec ce que représente la vie de leurs parents, de leurs enfants ou de leurs proches ?

L'homme qui se noie, dit un proverbe circassien, saisirait le serpent qui se trouverait à sa portée. Il en est ainsi de ces gens. Ils éprouvent une sensation de dégoût et d'horreur à la fois de toucher à ces êtres malfaisants, et cependant ils subissent leur contact, parce que la vie leur est encore chère, et aussi parce qu'ils ont foi en de meilleurs jours...

Les Montagnards communistes ne sont pas encore suffisamment éduqués ; le parti, pas plus que la vie, la vie surtout, ne les a pas encore dressés. Les conditions et le caractère de la vie libre n'ont pas encore façonné le Montagnard du Caucase au point de posséder le degré de patience, de sang-froid et d'endurance qui sont les satellites indispensables à tout compagnon de route. Le fait d'aimer passionnément la liberté, d'être fougueux et enflammé devient un danger pour le Montagnard communiste. Avec un pareil caractère, rien d'étonnant de devenir suspect, de tomber en disgrâce pour finir misérablement sous les coups du destin.

Pour ce qui est de la déviation de la ligne générale du parti, comme disent les bolcheviks, le Montagnard, de par sa nature, est plus enclin que quiconque à se laisser subordonner. Le Montagnard ne peut concevoir ce qu'est le problème de l'internationalisme pour la seule raison qu'il n'est pas encore sorti du cercle des conceptions tribales qui ont été l'un des déterminants de sa propre nationalité.

Un gouffre sépare le Caucase du Nord de Moscou, gouffre sur lequel un pont branlant et frêle avait été jeté. Le pont a été rompu par les bolcheviks eux-mêmes et de nos jours, le seul mot « Russie » fait bondir le Circassien, bien plus qu'autrefois, au temps de la conquête. C'est en vain que les communistes montagnards dévoués à Moscou s'efforcent de le dissimuler ; en vain qu'ils jurent fidélité à l'internationalisme par des flots de résolutions et d'ordonnances.

« L'on ne saurait, dit un proverbe, cacher une alène dans un sac », la pointe se voit toujours et les camarades russes n'ont point de peine à la découvrir. Il n'est pas plus difficile d'en finir avec les camarades montagnards qui, secrètement, se bercent d'illusions nationalistes. Et ces

malheureux disparaissent dans le gouffre au fond duquel les précipitent les camarades russes.

Il a suffi qu'ils soient suspectés de cultiver le *chauvinisme local et national* pour que leur perte fût certaine. Inutile de cacher la vérité. Disons plutôt qu'en dépit des assurances que le Montagnard communiste Inal Boutaev et ses acolytes donnent de leur fidélité au régime bolchevik dans les colonnes du *Mofot*, leur tour viendra comme à tant d'autres. Nul n'ignore, en effet, la loi qui pèse sur le paradis soviétique, loi en vertu de laquelle tout vient à son temps, tout à son heure !

KAZI-KHAN.

En Azerbaïdjan

Nos lecteurs se souviennent de la punition qui, l'an dernier, frappa le Comité exécutif de Bakou et de la scandaleuse dissolution du parti communiste d'Azerbaïdjan. La cause en était que le Comité exécutif communiste d'Azerbaïdjan, au dire des dirigeants du Kremlin, défendait les intérêts de la population turke, s'opposait à la nationalisation des institutions, des écoles, des fabriques et usines, s'efforçait de faire de la langue turke une langue dominante, s'opposait encore à l'immigration des paysans russes en Azerbaïdjan, et qu'il voulait répandre plus avant l'instruction dans le pays.

Tout cela, évidemment, ne pouvait qu'augmenter les dépenses budgétaires de la République, ce qui déplaisait à Staline. En un mot, le Comité exécutif d'Azerbaïdjan avait manifesté des velléités d'indépendance et prenait des résolutions dans maintes questions sans en référer à Moscou. C'est pourquoi ces actes « allaient à l'encontre » de la Révolution d'octobre, c'est-à-dire qu'ils mettaient obstacle à l'union des classes laborieuses entre Moscou et l'Azerbaïdjan. Bien plus, ces actes n'allaient pas manquer d'isoler les travailleurs d'Azerbaïdjan et de rétablir leur indépendance économique et politique.

Ces raisons, et bien d'autres, amenèrent la nomination du fameux Tchikalov et de son adjoint Djabiev au lieu des chefs communistes azerbaïdjanais révoqués. Or, nous lisons aujourd'hui dans les journaux de Transcaucasie que le représentant de Staline en Azerbaïdjan, M. Djabiev, rédacteur du journal turk *Kommounist*, et ses partisans sont chassés du son journal, appelé les communistes russes « colonisateurs » et d'avoir menacé d'expulsion les chauvins russes au cas où ils persisteraient à se mêler ostensiblement des affaires intérieures de la République d'Azerbaïdjan. L'affaire Djabiev est une *affaire courante*. Aussitôt que quelque communiste azerbaïdjanien veut prendre en mains les affaires du pays, dès qu'il veut manifester quelque initiative, c'est-à-dire améliorer la situation parti communiste et expulsés du Caucase. Djabiev est accusé d'avoir, dans véritablement difficile dans laquelle est plongée la population, et que cette dernière lui témoigne quelque sympathie, il devient suspect à Moscou. Dès lors, son arrêt de mort est signé. Staline, le dictateur, le destitue.

Autrefois, en pareil cas, l'affaire était liquidée par simple discussion à l'intérieur du parti communiste, mais cette fois, l'affaire Djabiev a pris

des proportions scandaleuses : Djabiev s'est livré à des voies de fait sur la personne de Moltousov, autre créature de Staline et les communistes turks se jetèrent sur les communistes russes. Une mêlée générale s'ensuivit. C'est ainsi que la fraternité russo-azerbaïdjanienne fut rompue. Moscou estima que cette manière d'agir des communistes azerbaïdjanais avait un caractère de nationalisme bourgeois et aussitôt des mesures répressives furent appliquées.

Les communistes azerbaïdjanais ont parfaitement compris de nos jours jusqu'à quel point les camarades du Krémolin manquent de sincérité et que l'espoir d'une indépendance ultérieure n'est qu'un mythe. Ils ne sont pas moins indignés de la politique de russification de Moscou, laquelle se manifeste tout d'abord par le flot sans cesse grandissant d'immigrés russes en Azerbaïdjan. « Mieux vaut tard que jamais » dit le proverbe.

Afin de combattre la dictature de Staline, les communistes d'Azerbaïdjan ont négocié avec Tiflis et Kharkov pour mieux affronter le chauvinisme des communistes russes. Voilà la raison primordiale qui a causé la disgrâce du pauvre camarade Djabiev. Lorsqu'il commença à résister aux ordres du Kremlin dictatorial, il dut subir le même sort que les anciens chefs du parti communiste d'Azerbaïdjan. L'épopée de Djabiev est un facteur instructif dans l'histoire des communistes azerbaïdjanais au même titre que la conspiration Lomanidze-Akhoundov, ces anciens compagnons de lutte de Staline devenus opposants.

*
**

Notre correspondant spécial de Bakou nous informe, à la date du 20 janvier, que dans toute la Transcaucasie, dans l'Azerbaïdjan en particulier, la situation est toujours tendue. On nourrit de grands espoirs sur le printemps prochain lorsque s'ouvriront les hostilités des partisans contre le régime soviétique. Jusque là, en raison même de la rigueur d'un hiver exceptionnel, aucune opération n'est envisagée. Il est même étonnant que le Gouvernement soviétique, de son côté, ne manifeste aucune activité. Notre correspondant explique cette particularité du fait que le gouvernement central est complètement absorbé par l'idée du *plan quinquennal*, attendu qu'il a lié son sort à celui de ce plan... Dans les régions où les conditions climatiques sont plus favorables, où l'hiver ne se fait pas trop sentir, la lutte continue entre partisans et armée rouge. C'est ainsi que le 7 janvier dernier des combats ont été livrés tout le long de la voie ferrée entre le détachement insurgé de *Hadji Akhound* et les soldats constituant la garde de la voie ferrée. Les partisans ont fait sauter le pont du chemin de fer de Zeghem et ont causé des dégâts au pipe-line Bakou-Batoum, laissant échapper le naphte qui ne tarda pas à former tout un lac. Profitant du désarroi des soldats rouges, les insurgés pillèrent quelques wagons d'approvisionnement en thé, sucre, étoffes. Dans la ville de Kazah, les insurgés attaquèrent des réserves de chaussures qu'ils se partagèrent. Le président de ladite coopérative fut tué. La garnison locale, composée exclusivement de soldats rouges turks, lutta mollement contre les gens de *Hadji Akhound*. De Tiflis accoururent des renforts. A Bakou et à Tiflis on s'attend à une recrudescence du mouvement insurrectionnel.

Un autre mouvement est signalé dans la région de Gandja, où un détachement d'insurgés, d'une centaine de fusils, sous le commandement de *Sari-Kafar*, a fait son apparition. Au lieu dit *Kichlag*, le président de

la collective agricole *Allah Verquiev* a été tué; à Ziatli, le président de la Tchéka locale a été enlevé par les insurgés et l'on est sans nouvelles de lui. Dans le district de Pendjinsk l'inquiétude règne parmi les fonctionnaires soviétiques. De Tiflis l'on envoie hâtivement des renforts à Gandja en prévision d'événements importants. Parmi les hommes de *Sari-Kafar* se trouvent neuf soldats rouges russes et un officier.

Notre correspondant nous informe que, dans les régions où opèrent les insurgés, le Gouvernement a décidé de faire certaines concessions aux paysans, notamment dans la question de la collectivisation et des impôts. Cette manœuvre a pour but de détourner la sympathie que la population manifeste envers les insurgés et d'obtenir pour le moins leur neutralité au cours des engagements qui s'annoncent. En maints endroits, la population, craignant les représailles gouvernementales au moment où les insurgés commenceront à manifester quelque activité, a quitté le pays; près de huit cents personnes, fuyant le danger, ont passé la frontière persane pour s'installer à Ahar.

Sous la pression du Gouvernement des Soviets, le Gouvernement persan a pris des mesures exceptionnelles afin d'arrêter l'afflux des émigrés de Transcaucasie en Perse. Si l'on en croit un communiqué paru dans les *Posliednia Novosti*, organe russe de Paris, le Gouvernement persan aurait édicté une loi en vertu de laquelle toute personne franchissant la frontière sans une autorisation spéciale sera rendue par les autorités persanes au pays d'où elle est venue. Cette information demande évidemment confirmation.

*
* *

Le correspondant particulier du journal *Bilderich* signale de Tabriz qu'à Tiflis et à Pendja une organisation clandestine de militaires vient d'être découverte. Cette organisation aurait été en rapports avec MM. Lominadze, Akhoundov et Ordjonikidze. Cette découverte a amené l'arrestation de nombreuses personnes, notamment de quelques officiers de l'armée rouge de Transcaucasie, tels que Nikoladze et Nakoerdov. Cet événement a jeté le trouble parmi les partisans de Staline en Transcaucasie. La perspective Roustavelli à Tiflis est gardée par des détachements de la Tchéka. A Gandja et à Bakou des perquisitions ont été opérées et l'arrestation de Lominadze et d'Akhoundov a été décidée. L'ancien commissaire à la guerre de l'armée azerbaïdjanienne, Karaev, se trouve compromis dans cette affaire. Actuellement, les héros du jour parmi les communistes de Transcaucasie sont Ordjonikidze et Akhoundov et l'on suppose que des documents compromettants auraient été saisis par les autorités.

D'après le *Bakinski Rabotchi*, des communistes de droite de la fraction Khamboudakov auraient aussi pris part à ce complot contre Staline. Au cours d'une perquisition opérée chez le communiste Marinov de Tiflis des documents très compromettants pour l'ancien ami de Staline, M. Ordjonikidze qui se proposait de faire un coup d'Etat au Caucase et de prendre en mains le pouvoir ont été saisis...

Mais la cause essentielle du mécontentement des conspirateurs contre Moscou est certainement la situation anormale que présente la Confédération de Transcaucasie. Dans les proclamations lancées contre Staline par les communistes mécontents il est dit que, sous un pareil régime, il serait vain de parler de « libre développement des cultures nationales en Géorgie et en Azerbaïdjan ». Et plus loin il est dit : « Que, conjointement

avec les mots d'ordre de libération de la classe ouvrière du joug capitaliste, se trouve un autre mot d'ordre relatif au droit des peuples opprimés de disposer d'eux-mêmes; Lénine a proclamé le principe accordant le pouvoir aux ouvriers, la terre aux paysans, la liberté aux nationalités. Staline a méconnu le testament de Lénine; *il s'est dressé contre la liberté des peuples, il s'est emparé de la terre des paysans et il a asservi les ouvriers...* » La proclamation invite les communistes orthodoxes à prendre les armes contre Staline afin de rétablir le régime de Lénine. Cette proclamation a produit une forte impression sur l'esprit des ouvriers, des jeunes communistes, de la jeunesse scolaire de Bakou et de Tiflis. Kirov, lieutenant immédiat de Staline, s'efforce d'annihiler cette impression et d'arrêter la marche du mouvement contre la dictature de ce dernier. Pleins pouvoirs lui ont été donnés pour agir. Son activité jusqu'à présent se manifeste par la déportation en Russie des communistes suspects. Mais est-il au pouvoir de Kirov d'empêcher la marche des événements gros de conséquences qui s'annoncent au Caucase en s'appuyant sur les baïonnettes rouges ? L'avenir nous le dira !... Ce qui est sûr, c'est que le régime de Staline au Caucase repose comme sur un volcan. Ces formes de mécontentement que manifestent non seulement les peuples qui luttent pour leur indépendance, mais aussi certains communistes, peuvent dégénérer en un torrent de lave susceptible d'emporter le régime communiste au Caucase.

A. KAPLAN.

AU TURKESTAN

La situation politique au Turkestan n'a jamais été un secret pour nous. Depuis treize ans le pays mène une lutte très active contre le despotisme bolchevik et, n'ayant pas la possibilité par lui-même de renverser ce despotisme, le pays ne lui permet pas de s'y consolider. Aujourd'hui plus que jamais les bolcheviks moscovites se sentent au Turkestan entourés d'ennemis, dont les éléments sont constitués par la population allogène elle-même. Les arrestations en masse de tous les anciens hommes politiques désignés sous le nom « d'intellectuels soviétiques », que ce soient des gens du parti ou des sans-parti, les arrestations et l'exil de membres du parti dont l'organe *Prométhée* a maintes fois entretenu ses lecteurs, tout cela témoigne nettement de l'acuité de la lutte entreprise par le pays contre le pouvoir soviétique. Mais le plus brillant témoignage de cet état de choses est sans contredit l'arrestation de deux des plus importants communistes du Turkestan, MM. Batou et Mannan Ramz. Tous deux occupaient des postes de commandement; tous deux étaient commissaires, dirigeaient les journaux, étaient envoyés partout où il s'agissait d'organiser quelque « campagne » et tous les considéraient comme étant des communistes purs d'entre les purs au point de vue moscovite. Mannan Ramz, en particulier, avait été commissaire à l'Instruction publique, rédacteur en chef d'un journal soviétique; il fut même envoyé en qualité d'agent soviétique en Afghanistan pour négocier avec les autorités afghanes de la frontière au sujet de l'établissement des réfugiés afghans. Chemin faisant, Mannan



Ramz étudiait la « situation » en Afghanistan au point de vue « révolutionnaire », s'occupant de propagande parmi la population afghane de la frontière au profit de l'établissement du pouvoir soviétique dans ces régions.

Des hommes tels que Batou et Mannan Ramz, ayant une instruction supérieure soviétique, étaient naturellement de précieux auxiliaires pour le pouvoir soviétique au Turkestan. Et voilà que ces hommes ont été arrêtés sous l'accusation, si l'on en croit la version parue dans les journaux soviétiques, d'avoir dirigé une organisation contre-révolutionnaire nationaliste ayant pour but de détacher le Turkestan de l'Union soviétique et de créer un Etat bourgeois indépendant.

En est-il ainsi ? Nous ne saurions l'affirmer. Mais il est permis de douter que Batou et Mannan Ramz aient pu se mettre à la tête de quelque organisation anti-soviétique. Il est plus que probable que ces hommes, qui ont dépensé tant d'efforts pour rapprocher les allogènes du pouvoir soviétique, aient enfin compris les véritables causes de leur échec au cours de leurs longs efforts et qu'ils aient manifesté certaine initiative en se prononçant sur cette question.

En quoi consiste cette « difficulté » que rencontre le régime soviétique au Turkestan ? La réponse est claire. C'est tout simplement du fait de l'aggravation exceptionnelle de l'antagonisme national entre Russes et allogènes. Les premiers occupent au Turkestan une situation de nation dominante, les seconds se sentent dans la situation d'un peuple asservi, d'un peuple placé sous le joug cruel d'un régime despotique sanglant.

Si par ailleurs les échecs subis par le pouvoir soviétique au Turkestan rappellent ceux qu'il subit en Russie même (échec du plan des achats de céréales, échec de la récolte du coton, état catastrophique des transports, etc., etc...) il en est un cependant touchant aux rapports entre nationalités qui est bien particulier au Turkestan. Nulle part, en territoire soviétique, une situation si tendue n'a existé sur la question des nationalités qu'au Turkestan. Et cela s'explique évidemment par le fait qu'au Turkestan deux peuples, deux races bien différentes se trouvent en présence : la population allogène d'une part et la population russe immigrée qui forme un pourcentage insignifiant. La révolution a ouvert la voie à toutes les revendications nationales. Les bolcheviks promirent tous les bienfaits possibles aux peuples asservis par la Russie, mais non seulement ils ne tinrent pas leurs promesses révolutionnaires, mais ils plongèrent ces peuples dans un tel état d'asservissement qu'aucune comparaison ne saurait être faite avec la situation antérieure.

Toute une série de travailleurs bolcheviks turkestaniens, qui au début s'étaient naïvement laissés prendre aux déclarations bolchevistes et qui, à leur tour, avaient amené au régime d'autres travailleurs allogènes, est depuis longtemps rejetée du parti. Ces hommes eurent le tort d'exprimer ouvertement leur désillusion dans la dictature bolcheviste. Les bolcheviks décrétèrent l'organisation de « tribunaux démonstratifs » et les coupables furent cruellement punis. Le procès de l'ancien président du tribunal suprême d'Uzbekistan, M. Kassymov, a été organisé par le pouvoir soviétique dans le but évident d'intimider les allogènes. Mais ce procès est loin d'avoir donné les résultats attendus... Sur les murs de l'Ecole technique du Coton à Tachkent l'on peut voir des affiches portant l'inscription : « Kassymov est mort, mais l'esprit de Kassymov n'est pas mort. » Dans ce même Technicum de Tachkent, le jeune communiste Goulam Ogly a

déclaré franchement que « l'œuvre de Kassymov est une œuvre juste et qu'on l'a accusé à tort. » (*Pravda Vostka*, 10 décembre 1930). Dans toute une série d'autres écoles, des papillons ont été apposés sur les murs, des proclamations invitant les Turkestaniens à se souvenir de Kassymov ont été distribuées. Certaines disent que Kassymov est tombé « victime des bourreaux moscovites, qu'il a été le fils dévoué de son peuple, qu'il n'a jamais oublié le devoir filial qui le liait à son peuple... »

Nous ignorons jusqu'à présent si Krassymov a réellement été coupable des méfaits dont l'accuse le gouvernement des Soviets et pour lesquels il a été fusillé, mais nous constatons que ce dont on l'a accusé reçoit aujourd'hui l'approbation des habitants du Turkestan. Bien plus, depuis l'exécution de Krassymov, une ère nouvelle de luttes, bien plus acharnées que celles jusqu'à présent enregistrées, a commencé.

Cette phase toute nouvelle de luttes est d'autant plus remarquable que toute une série d'allogènes du parti, particulièrement actifs et qui jusqu'à présent avaient fait preuve d'un dévouement complet à Moscou, ont été mêlés à ce que les bolcheviks appellent « un nationalisme contre-révolutionnaire ». Si « l'affaire Krassymov » a servi de prétexte au gouvernement soviétique pour la « liquidation » de toutes les forces vives du Turkestan national, cette même « affaire » a démontré aux membres du parti et des jeunesses communistes de nationalité turkestanienne que « l'édification du socialisme est impossible au Turkestan, tant que les Russes y seront installés ». Ces paroles ont été prononcées par le jeune communiste Yousouf Ogly, de la cellule de l'Ecole polytechnique ouvrière de Tachkent (*Pravda Vostoka*, 3-12-30).

Que l'on rapproche ces paroles de celles prononcées par les jeunes communistes du Technicum du Coton et l'on aura un tableau parfaitement clair de l'état d'âme de la jeunesse turkestanienne, instruite par les bolcheviks dans l'esprit de l'internationale moscovite.

La jeunesse en vient à constater que l'obstacle qui s'oppose à la construction socialiste dans le pays n'est pas le fait des intrigues des capitalistes européens dont parlent ostensiblement les bolcheviks journellement, mais bien l'activité de la dictature moscovite et sa politique d'oppression nationale...

La résolution de l'action du parti du rayon de Lénine à Tachkent constate également l'existence et le travail actif au sein de l'Université d'Etat d'Asie centrale d'une organisation nationaliste contre-révolutionnaire.

Mais laissons les membres du parti et les jeunesses communistes et observons ce qui se passe dans les détachements nationaux de l'armée rouge. Nul n'ignore que ces détachements sont insignifiants par le nombre, n'empêche qu'au point de vue de la propagande soviétique, ils ont une très grande importance. Or, au cours de la « décade pour la défense », les bolcheviks purent se rendre compte qu'ici encore tout n'allait pas selon leur désir. On s'aperçoit que les soldats rouges ne se sont pas suffisamment initiés avec la « ligne léniniste en ce qui concerne la question nationale ».

Il nous semble, tout au contraire, que les soldats rouges originaires du Turkestan connaissent parfaitement ce que les bolcheviks désignent sous le nom de « ligne de Lénine dans la question nationale », qu'ils la connaissent dans la pratique lorsque, après avoir entendu des dithyrambes sur la fraternité internationale dans les casernes, ils ont pu voir ce qui se passait dans les villages. Avec effroi ils ont pu constater la froide cruauté

de la tyrannie moscovite, précisément dans la question touchant à la solution du problème national...

Nul n'ignore de nos jours, que le pouvoir dans son entier au Turkestan, aussi bien que dans les différentes unités portant le nom de républiques nationales, est concentré dans les mains d'éléments russes envoyés par Moscou. On l'a si souvent écrit dans les colonnes de *Prométhée* qu'il est inutile d'y revenir. Cependant il n'est pas sans intérêt de signaler un nouveau témoignage de cet état de choses. Un certain Baumann, secrétaire du Comité central du parti communiste, fut récemment envoyé au Turkestan pour « se répandre en injures contre les Turkestaniens accusés d'avoir mal travaillé » (*Pravda Vostoka*, 30-11-30). Enumérant les conquêtes de la dictature soviétique sur le monde bourgeois, ledit Baumann insista sur certaines lacunes touchant la situation actuelle au Turkestan. Il signala notamment que le nombre de Turkestaniens préparés aux postes de dirigeants du prolétariat ouzbek, en tout deux, était insuffisant. Ces deux allogènes, tous deux secrétaires du Comité central du parti communiste ouzbek sont MM. Akmal Ikranov et Osman Yousoufov.

Est-il bien vrai qu'il n'existe que deux allogènes du Turkestan ayant une formation suffisante pour diriger le prolétariat ouzbek ? Que non, évidemment. Au cours de ces treize années de pouvoir soviétique, des centaines de jeunes turkestaniens ont eu le temps de terminer leurs études dans les écoles supérieures soviétiques, des centaines de jeunes turkestaniens ont occupé des postes de commandement. Et si, aujourd'hui, le sieur Baumann n'a pu en signaler que deux, c'est que les autres « qui ont été préparés » pendant ce temps se sont tout bonnement retirés, lâchant ainsi la ligne moscovite en fait de politique nationale. Pour mieux dire, ils n'ont pu supporter les offenses que Moscou faisait subir aux Turkestaniens dans tout ce qui touche aux intérêts nationaux. Les derniers communistes turkestaniens, parmi les plus en vue, Batou et Mannan, dont il a été parlé, ont été destitués par Moscou et arrêtés et, cependant, ils étaient considérés comme étant le mieux préparés et comme des plus développés d'entre les gens du parti. Ils ne sont plus rien pour le moment, évidemment. A signaler que l'idée de Baumann n'a pas été clairement exprimée et qu'il a voulu dire, non pas qu'il y a pénurie de camarades ayant une « préparation » appropriée, mais qu'il manque de communistes turkestaniens restés fidèles à la ligne moscovite en Uzbekistan. De ceux-là, effectivement, il n'y en a plus que deux : Akmal Ikramov et Osman Yousoufov.

Mais croient-ils eux aussi, ces serviteurs fidèles du gouvernement de Moscou, à la réalisation du socialisme tant que règnera au Turkestan la dictature d'une minorité étrangère sur une majorité turkestanienne ? Il est certain qu'eux aussi n'y croient pas. Quoi qu'il en soit, Ikramov et Yousoufov se maintiennent, grâce à la souplesse exceptionnelle du fonctionnaire indigène. A mesure que le délai fixé pour l'« ouzbekisation » des rouages de l'Etat, autrement dit, de l'application de la langue ouzbèke dans les organes administratifs approche, les communistes turkestaniens abandonnent la ligne moscovite. Ce délai échoit le 1^{er} janvier 1932, or, l'« ouzbekisation » est restée au même point que l'a trouvée le décret de 1928. En beaucoup d'endroits même l'état de l'« ouzbekisation » a empiré. L'éloignement progressif des allogènes du Turkestan des postes qu'ils occupent sous diverses accusations d'ordre contre-révolutionnaire n'a d'autre explication que la politique soviétique de « nationalisation ». D'une

année à l'autre le nombre de Russes possédant la langue locale augmente, remplaçant peu à peu les Turkestaniens. Ce n'est pas sans raison que les ouvriers russes des fabriques du Ferghana déclarent que *d'ici deux ou trois ans, l'on n'entendra plus parler uzbek dans ces fabriques.* (*Pravda Vostoka*).

Sait-on à présent comment réagit le gouvernement soviétique ? Il adresse un blâme aux chauvins russes et révoque les turkestaniens. Il les chasse de leur emploi pour avoir protesté contre les brimades dont ils sont l'objet.

Déjà au X^e Congrès du parti, le bolchevik Sapharov déclarait « qu'une lutte simultanée contre le chauvinisme grand-russien et le nationalisme local n'aura d'autre résultat que d'établir la domination du chauvinisme grand-russien. »

C'est ce que, d'ores et déjà, il est permis d'observer. De là cette acuité exceptionnelle dans la lutte entre nationalités, si caractéristique au Turkestan et qu'on a pu observer ces derniers mois.

M. T.

CHRONIQUE

AZERBAÏDJAN

Une discussion d'ordre politique s'est engagée entre deux journaux de Bakou dont l'un, le *Bakinski Rabotchi*, paraît en langue russe, et l'autre, *Kommounist*, paraît en langue turke. Le *Kommounist* turk appelle le rédacteur du *Bakinski Rabotchi*, M. Moulouzov, propagateur de l'idée colonisatrice de M. Staline. La discussion a pris un caractère d'acuité exceptionnel; elle a troublé l'opinion publique azerbaïdjanienne. Par ordre de M. Staline, le rédacteur du journal *Kommounist*, M. Hamid a été exclu du parti communiste et expulsé du Caucase en tant que communiste indésirable, imbu d'idées bourgeoises.

*
**

Insurrection de paysans

Le correspondant du journal *Bilderich* (18 janvier) annonce qu'un soulèvement de paysans a éclaté dans le pays. Dans la région de Karabagh, les paysans ont incendié douze collectives agricoles et massacré une cinquantaine de communistes. Un détachement de soldats rouges locaux, appelés de Gandja, s'est mutiné. Il a massacré les officiers et est passé ensuite dans les rangs des paysans. Depuis, ils forment un détachement qui porte le nom de Moulla-Hadji. Un mois durant, les bolcheviks n'ont pu venir à bout des insurgés; ils ne furent réduits en partie qu'avec la venue de Bakou d'un détachement du Guépéou qui mit en œuvre l'artillerie. Au cours des opérations des villages entiers ont été détruits et de nombreux paysans ont été tués.

*
**

D'après des informations reçues de Tabriz, une insurrection aurait éclaté dans les environs de Bila-Souar. Les insurgés ont massacré trente-cinq soldats



du détachement du Guépéou posté à la frontière. Comme suite, les bolcheviks ont fusillé de nombreux paysans; près de 400 ont été déportés à Solovki. Les troubles continuent. Le nombre d'insurgés s'élève à près de 3.000.

*
**

L'activité des Koulaks

Le *Koummounist* de Bakou (19-1) signale que dans la région de Salian la récolte du coton n'a donné que 2.018 tonnes au lieu des 7.693 envisagées par les bolcheviks. Autrement dit, ce district n'a fourni que 26,2 % du plan quinquennal. Les koulaks s'abstiennent de livrer leur coton au gouvernement et ils l'écoulent clandestinement sur le marché. Les autorités sont impuissantes et ne peuvent réagir par crainte d'un soulèvement, les esprits étant « par trop montés ».

*
**

Actes de sabotage sur les chemins de fer

D'après le journal *Koummounist* N° 320, l'existence de foyers se livrant à des actes de sabotage sont constatés sur les chemins de fer d'Azerbaïdjan. Le centre de ces organisations de sabotage se trouverait à Bakou. Les saboteurs immobilisaient les wagons chargés de produits de première nécessité pour les besoins de la population. De plus, cette organisation donnait de fausses informations sur l'état des chemins de fer en Azerbaïdjan. La marche normale des trains a subi, du fait du sabotage, une désorganisation manifeste. De nombreux communistes azerbaïdjanais suspects de sabotage ont été arrêtés.

*
**

Arrestations

On annonce l'arrestation de M. Gadjinski, ancien premier ministre d'Azerbaïdjan, passé par la suite au bolchevisme où il occupa un poste de commandement au Conseil économique de la Confédération de Transcaucasie. M. Gadjinski est accusé d'avoir fait du sabotage. On annonce également l'arrestation de l'ancien ministre des Voies et Communications de la république d'Azerbaïdjan, ancien chef du parti socialiste-révolutionnaire, l'ingénieur Mélik Aslanov. Comme le précédent, M. Mélik Aslanov est accusé de sabotage.

*
**

La mort d'Agamali Oglou

La *Pravda* du 7 janvier annonce la mort, à Moscou, de l'ancien président du Conseil des commissaires et ancien chef du gouvernement de la république d'Azerbaïdjan, Agamali Oglou.

*
**

La culture du coton

Le *Koummounist* du 30 janvier annonce que le Conseil des commissaires du peuple à Moscou a résolu d'intensifier la culture du coton en Azerbaïdjan et de faire de cette république une « Égypte soviétique ». Jusqu'à présent, « l'Égypte

soviétique » donnait 768 tonnes de coton à Moscou. Le gouvernement soviétique propose de décupler cette production au cours de l'année économique 1930-1931.

*
**

Affaires de naphte

En raison de la baisse de l'extraction du naphte dans la région de Bakou, des grèves partielles et de la mauvaise qualité du pétrole raffiné qui s'en est suivie, la situation de l'exportation du naphte soviétique est devenue inquiétante. De ce fait, les autorités moscovites ont résolu de révoquer l'administration supérieure de l'« Aznepht » en Azerbaïdjan.

*
**

Les épidémies vont croissant

Les épidémies de fièvre typhoïde, de scarlatine et de grippe sévissent toujours. Les hôpitaux et les cliniques sont bondés de malades qui attendent longuement leur tour pour être examinés. On manque de médicaments. En outre, l'état sanitaire du pays est déplorable. Les internats des étudiants sont surpeuplés, anti-hygiéniques et le confort le plus élémentaire y fait à ce point défaut, que les étudiants n'ayant pas de lits, couchent par terre, où ils sont dévorés par les parasites.

*
**

Grève à Bakou

Le journal *Zaria Vostoka* (n° 223) annonce que par suite de la grève des ouvriers débardeurs de Bakou, les bateaux et les wagons de marchandises restent vides. Le journal s'inquiète du fait que les ouvriers ont perdu tout esprit de discipline et qu'ils se désintéressent du parti communiste. Cette situation n'est pas sans influencer les autres travailleurs, ceux du bâtiment plus particulièrement.

*
**

Exécutions capitales

La *Zaria Vostoka* de Tiflis (N° 303) annonce que neuf insurgés, faits prisonniers au cours des récents combats, ont été jugés à Gandja et fusillés. Parmi ces derniers se trouve un certain Ali Riza, accusé d'avoir tué un agent de la Tcheka l'année dernière.

*
**

Paysans sans terre

Les autorités soviétiques d'Azerbaïdjan n'ont pas limité leur activité à la seule confiscation des biens des paysans aisés et moyens, mais elles procèdent en ce moment à la confiscation de terres des paysans pauvres, sous le prétexte que ces terres sont nécessaires aux Kolkhoz. Le journal *Kommounist* estime à 100.000 le nombre de paysans sans terre. Les autorités avaient bien promis à un certain moment de leur donner du travail dans les Kolkhoz, mais rien



jusqu'à présent n'a été fait dans ce sens. La situation des paysans dans les districts de Chirvan et de Guektchaï est des plus pénibles; la faim se fait déjà sentir parmi eux. Le Gouvernement leur donne en ce moment 400 grammes de pain noir. (*Bakinski Rabotchii*, n° 207.)

*
**

Dissolution du Comité exécutif central d'Azerbaïdjan

La *Pravda* du 18 décembre annonce que l'ordre a été donné de dissoudre le Comité exécutif central de la république d'Azerbaïdjan et de procéder à des élections pour son remplacement.

*
**

Dans les coopératives

En présence des complications politiques qui ont surgi à Moscou et du fait des difficultés auxquelles se heurte le gouvernement de Transcaucasie, difficultés qu'aggrave une recrudescence envisagée du mouvement insurrectionnel, le Gouvernement soviétique a décidé de calmer l'effervescence en livrant aux coopératives d'Azerbaïdjan les produits de première nécessité : thé, sucre, farine, étoffes. Les coopératives procèdent actuellement à la répartition de ces produits entre la population, mais ces produits sont avant tout affectés aux ouvriers et fonctionnaires (*Odlou-Yourt*).

*
**

Le naphte azerbaïdjanien

L'agence *United Presse* annonce qu'une compagnie française a conclu un accord avec le Gouvernement soviétique au sujet de l'importation en France de 300.000 tonnes de naphte par an.

*
**

Un communiqué de l'Agence Havas

L'Agence *Havas* du 30 décembre annonce que les pourparlers engagés entre les insurgés azerbaïdjanien et les communistes dans la région de Zakatal sont rompus. Des rencontres sanglantes ont eu lieu. Des forces envoyées de Moscou sont dirigées sur la région de Zakatal. D'après cette même Agence, les opérations aériennes ont causé des pertes importantes parmi les insurgés qui ont dû reculer.

*
**

L'activité de l'opposition de droite

Les derniers événements de Moscou ont eu leur répercussion dans les milieux ouvriers de Bakou. Au cours des meetings dans les usines, les ouvriers s'élèvent contre la politique de Staline, alléguant que ce dernier n'a pas de politique communiste déterminée, que ses partisans et lui-même sont des opportunistes complets. Au cours d'un meeting à Sourakhanah, le communiste azerbaïdjanien Murvett a déclaré que Staline et ses partisans sont prêts pour se maintenir au pouvoir de sacrifier le communisme.

Les jeunesses communistes

Le *Bakinski Rabotchi* N° 293 annonce que les jeunes communistes de Bakou et de Tiflis sont indignés des mesures prises contre le leader idéologue des communistes de Transcaucasie M. Lominadze. Ledit organe déclare que Lominadze compte de nombreux partisans parmi les communistes d'Azerbaïdjan et qu'il jouit de la sympathie de la population azerbaïdjanienne. Les jeunes communistes (70 %) ont témoigné leurs sympathies à M. Lominadze pour avoir dévoilé l'abcès du régime communiste. Pour ce fait, le communiste fort connu Djabiev a été déporté.

*
* *

Fuite de communistes

Des nouvelles reçues d'Azerbaïdjan signalent la fuite éperdue de communistes qui, abandonnant la campagne par crainte de représailles, se réfugient à Bakou où ils se sentent plus en sûreté. Les paysans, en effet, leur livrent une lutte acharnée, les exterminant toujours dès qu'ils en ont la possibilité.

*
* *

Déploiement du drapeau noir

Dans la région de Nakhitchevan, plus particulièrement dans les villages d'Edibazar, Zenguibazar Tchertchibazar, où l'insurrection a éclaté récemment, les paysans azéris ont hissé le drapeau noir sur leurs maisons en signe de protestation contre l'assassinat du chef insurgé Abbas Kouli Aga. L'on sait que ce dernier fut tué par des mercenaires envoyés par les bolcheviks. L'exemple des paysans azerbaïdjanis a été suivi par les Arméniens qui ont aussi hissé le drapeau noir. Un groupe de partisans du détachement d'Abbas Kouli Aga a pu franchir la frontière turque après avoir perdu dix-sept hommes.

*
* *

Soulèvements dans la région de Lenkoran

Les soulèvements signalés maintes fois dans la région de Lenkoran continuent. Cinq cents soldats géorgiens et azerbaïdjanis de l'armée rouge ont fait cause commune avec les insurgés.

L'on sait aussi que dans le district de Zakatali opère un groupe d'insurgés sous le commandement de Mehmed Kazim bey. D'après les informations reçues de Tabriz, deux cents soldats géorgiens de l'armée rouge se seraient joints aux insurgés avec armes et bagages.

*
* *

Actes de sabotage à Bakou

On annonce de Bakou que, la nuit venue, des inconnus coupent les câbles électriques, arrêtant ainsi la marche des tramways et privant la ville de lumière. De ce fait, le travail de nuit dans les usines est arrêté. Le journal *Kommunist* de Bakou croit discerner, dans ces actes, la main des nationalistes azerbaïdjanis.



Politique de centralisation

Le *Kommunist* N° 66 annonce que les chemins de fer de Transcaucasie, l'exploitation du naphte de Bakou et le pipe-line Bakou-Batoum relèveront désormais de l'Association du Naphte dont le siège est à Moscou. L'on sait que jusqu'à ce jour l'organisation de l' « Aznephth » (Naphte d'Azerbaïdjan) était chargée de la direction de ces affaires.

*
**

Suppression de commissariats

Les commissariats de la Justice et de l'Intérieur sont supprimés. Les affaires concernant ces commissariats relèveront désormais du procureur et du tribunal suprême d'une part, et du commissariat de la police, d'autre part.

CAUCASE DU NORD

Des personnes venues de l'Union soviétique et arrivées récemment à Stamboul, annoncent que le Caucase du Nord, véritable grenier de la Russie, commence à manquer de pain. Dans toutes les villes et devant les boutiques, l'on peut voir de longues files attendant leur tour de passer. Afin d'atténuer les effets de la crise, les autorités locales ont défendu l'emploi du froment à l'état pur. Il a été prescrit de n'employer au maximum que 30 % de farine de froment.

*
**

Le journal de Grozny publie les « chiffres de contrôle » concernant l'industrie du naphte pour l'année 1931 dans la république des Montagnards. Le trust du naphte « Groznephth » du Caucase du Nord doit fournir 8.900.000 tonnes de naphte et 308.000 tonnes de gaz de naphte. Les usines de Souyoungkala (Grozny) doivent fournir 9.232.000 tonnes de naphte raffiné et recevoir 2.372.000 tonnes de benzine. D'après les calculs du trust du naphte, en 1933, le Nord du Caucase et la Transcaucasie donneront 41 millions de tonnes de naphte dont 20 millions pour le Caucase du Nord. La production du naphte pour l'année écoulée en Russie soviétique s'est élevée à 18 millions de tonnes.

* * *
**

Les journaux du Caucase du Nord publient les résultats des opérations de contrôle exécutées dans les coopératives des territoires montagnards nationaux. Il paraît que dans ces régions, la population était tenue d'entrer dans les coopératives. Une véritable « épidémie » poussant les travailleurs des coopératives à se servir soi-même a sévi dans la région, si bien qu'on ne donne aux membres des coopératives que ce qui reste après la distribution faite aux collaborateurs de la coopération. C'est ainsi que la coopérative de la collective soviétique, le « Daghestan Rouge », ayant donné d'abord satisfaction à ses employés, à leurs familles et à leurs amis, procéda de la façon suivante à la répartition des fournitures parmi les ouvriers : un pardessus pour cent trente personnes, une chemise d'homme pour quarante-sept personnes, une chemise de femme pour trente-six personnes, etc.

* * *
**

De Terk-Kala (Vladicaucase), on informe que le Guépéou de Rostov a récemment fusillé deux insurgés montagnards : *Ibrahim bey* et *Omar Effendi*,

accusés d'avoir pris part à l'attaque de Kislovodsk, au printemps de l'an dernier avec un groupe d'insurgés. Les victimes avaient été capturées dans leur village natal où elles étaient venues voir leurs familles.

GEORGIE

Notre correspondant particulier nous écrit de Stamboul :

« Les réfugiés géorgiens nouvellement arrivés à Stamboul racontent que le gouvernement soviétique a décidé de détruire définitivement la propriété individuelle paysanne en Géorgie. A cet effet, on a introduit un impôt extraordinaire qui doit être payé sans délai et dont les économies collectivisées sont exonérées. Les paysans doivent payer, au contraire, un impôt de cent pour cent plus élevé que celui qu'ils ont payé l'année dernière. Par cette mesure, le gouvernement compte attirer tous les paysans dans les exploitations agricoles collectivisées. Sur ce terrain de sanglants conflits ont souvent lieu. Plus de 480 paysans ont été récemment arrêtés et relégués en Sibérie.

« A Batoum, un prêtre catholique, M. Aslanichvili, vient d'être fusillé. »

*
**

Le martyr des Géorgiens

On mande de Batoum au Bureau de presse géorgien :

Le Guépéou vient d'emprisonner à Astrakhan le célèbre tribun de la députation géorgienne à la Première Douma d'empire, M. Isidore Ramichvili, oncle du ministre géorgien récemment assassiné à Paris.

M. Isidore Ramichvili, arrêté immédiatement après l'occupation de la Géorgie par les troupes soviétiques en 1921, fut malgré son grand âge jeté en prison, où il passa plusieurs années. On le déporta ensuite à Astrakhan et c'est dans cet exil qu'il languissait jusqu'au moment où il fut de nouveau emprisonné.

M. Ramichvili, qui jouit d'une grande affection de toute la nation, est souffrant. Son arrestation, qui jette une lumière particulière sur l'assassinat de son neveu à Paris et dont la nouvelle a plongé le peuple géorgien dans une consternation générale, provoque une vive indignation dans tout le pays.

UKRAINE

Le Commissariat de l'Intérieur est supprimé en Ukraine

Bien que l'Ukraine, comme du reste la Confédération du Caucase et les républiques de l'Asie Centrale, soient théoriquement considérées comme des pays indépendants tout au plus alliés avec la Russie, le pouvoir central de l'Union soviétique supprime un ministère (commissariat) après l'autre dans ces républiques. C'est ainsi qu'on a supprimé dernièrement les commissariats de l'Intérieur et que leurs pouvoirs respectifs sont attribués aux autorités centrales.

En Ukraine même, on va remplacer le commissariat de l'Intérieur par plusieurs organisations spéciales chargées de diriger les municipalités et la police du pays. Les passeports et papiers d'identité seront délivrés au nom du Conseil des commissaires de l'Ukraine soviétique.

*
**

Les revendications politiques des paysans ukrainiens

Les protestations des paysans ukrainiens deviennent de jour en jour plus véhémentes, ce qui suscite dans les milieux soviétiques une inquiétude très vive.



Ainsi, au cours d'une réunion paysanne à Spaské (village de la région de Zaporijé) une résolution a été adoptée demandant la libération de tous les paysans arrêtés au village; cette résolution exige également le renvoi de tous les communistes du village. Les paysans interdisent aux jeunes gens d'appartenir au Consomol (jeunesses communistes). La résolution proteste aussi contre la fondation de communes agricoles, réclame le retour des terres collectivisées et une indemnité pour tous les dommages subis par les paysans au cours de la collectivisation. Les paysans demandent même l'expulsion de l'armée rouge d'Ukraine. Le *Communiste* de Kharkov écrit que des protestations de cet ordre arrivent de tous les côtés.

*
**

Sanglantes représailles des bolcheviks

On mande de Kiev :

A Kourilivzi Mourovani (petite bourgade du district de Kamenetz-Podilski), les paysans ont tué plusieurs fonctionnaires soviétiques venus réquisitionner le blé; les paysans indignés ont saccagé le siège du Conseil du village et brûlé les portraits de Staline et de Lénine.

Pour étouffer cette émeute, un détachement militaire spécial a été envoyé et une centaine de paysans ont été tués.

Les paysans non affiliés aux collectives sont privés d'une partie de leurs droits

Par un décret spécial du Comité Central Exécutif, les paysans ne faisant pas partie des collectives agricoles n'ont pas le droit d'acheter des machines agricoles aux usines soviétiques et tout crédit leur est refusé. En outre, une loi spéciale protège les communes agricoles contre la terreur paysanne.

*
**

Les groupements antireligieux sont formés dans les écoles

Le Commissariat de l'Instruction Publique a décidé de nommer dans chaque école un professeur chargé de détruire l'esprit religieux chez les enfants et de le rendre responsable des résultats de son activité. Parmi les élèves on en choisit quelques-uns qui doivent propager la littérature antireligieuse.

Au cours des fêtes de Noël des soirées ont été organisées dans un but de propagande antireligieuse. A Kharinv, des « brigades » spéciales formées d'une cinquantaine de professeurs et d'élèves contrôlent la propagande antireligieuse dans les écoles.

*
**

L'Ukraine sous le joug bolchevik, d'après le récit d'un instituteur évadé de l'U.R.S.S.

Un instituteur ukrainien qui vient de s'évader de l'Ukraine soviétique et de se réfugier en Tchécoslovaquie raconte que la fameuse « collectivisation » a mis le paysan dans une situation lamentable.

Tout le bétail a été vendu, abattu, les vaches laitières comprises. Seul le grand attachement des paysans au bétail a pu en sauver une partie. Les pauvres et les riches sont également hostiles à la collectivisation. D'ailleurs les pauvres sont souvent déportés en Sibérie pour avoir aidé le « koulak » (paysan riche) à cacher ses biens.

Les campagnes sont terrorisées par les Consomols (jeunesses communistes) et par les agents du Guépéou qui sont recrutés parmi les paysans eux-mêmes.

Toutes les armes (y compris les fusils de chasse) sont confisquées. Mais les

autorités de leur côté sont terrorisées par les paysans et quand ces derniers ont une entrevue avec les autorités du district ils doivent être munis d'une autorisation spéciale du Conseil du village et encore sont-ils fouillés à l'entrée.

Le nom de Pétlura est toujours très populaire. On attend son retour avec confiance, car on ne croit pas du tout à sa mort.

Le procès de S.V.U. (de Kharkiv) a été suivi avec un très grand intérêt. Les sympathies pour les inculpés étaient très grandes.

Le gouvernement de la République Démocratique Ukrainienne se trouvant en exil est très populaire. Les bolcheviks en parlent eux-mêmes beaucoup. D'ailleurs, l'esprit patriotique est généralement très développé au village. Les paysans ukrainiens haïssent profondément les bolcheviks.

*
**

Le congrès des travailleurs affectés à la collectivisation agricole

A Kharkiv a eu lieu le congrès panukrainien des travailleurs industriels envoyés par le gouvernement soviétique à la campagne afin d'y organiser les « Kolkhoz » (collectives agricoles). Après avoir fait le compte rendu pour l'année écoulée, les ouvriers ont tracé le plan de la collectivisation future, laquelle devra être terminée au printemps 1932 dans toutes les localités où ils ont poursuivi leur activité.

*
**

Le service militaire

Une nouvelle loi concernant le service militaire est publiée en U.R.S.S. D'après cette loi les nouvelles recrues, celles qui ne font pas partie de l'armée rouge en temps de paix, sont envoyées comme ouvriers dans les institutions industrielles. Ladite loi fixe à deux ans la durée de ce service; les jeunes soldats remplissent les fonctions des ouvriers des usines et sont convoqués de temps en temps pour les exercices purement militaires. Ce délai terminé, les soldats obtiennent un permis de trois ans, après quoi ils font partie de la réserve de l'armée jusqu'à l'âge de 50 ans. Le salaire de ces soldats ouvriers est égal à celui des ouvriers ordinaires de la même catégorie. Cette mesure aurait pour but de parer à une certaine pénurie d'ouvriers volontaires dans diverses branches de l'industrie. De cette façon le Gouvernement soviétique aura toujours à sa disposition des ouvriers qui exécuteront toute besogne sabotée pour différentes raisons, par les ouvriers volontaires. La même loi crée un service militaire obligatoire pour les étudiants des grandes écoles. Un cours spécial leur sera réservé à cet effet; les étudiants feront ensuite leur service pendant 3 à 4 mois dans l'armée rouge. En temps de paix les femmes sont admises dans l'armée comme volontaires; en temps de guerre, le service militaire étant obligatoire, elles sont versées dans des bataillons spéciaux.

*
**

La lutte des paysans contre les collectives agricoles

Les paysans qui possèdent leur propre exploitation agricole sont partout en lutte contre les exploitations collectives. Les meules de blé appartenant à ces dernières sont bien souvent la proie des flammes. C'est ainsi qu'on a signalé récemment l'incendie de la collective agricole « L'Octobre Rouge » où plusieurs tas de blé, près de deux mille pouds de grains furent anéantis.

Désorganisation des transports

En Ukraine la saison sucrière bat son plein. Mais les transports étant désorganisés, 11 raffineries sont totalement démunies de betteraves; les autres, les mieux approvisionnés même, n'en ont que pour quelques jours.

*
**

La production du charbon dans le Donetz continue à baisser

D'après les données les plus récentes, la production du charbon dans le bassin de Donetz continue à baisser. Cette circonstance fait sentir ses funestes effets sur l'exécution du « plan quinquennal », non seulement en Ukraine, mais dans toute l'Union soviétique. Au cours des cinq premiers jours du mois de décembre l'extraction du charbon n'a donné que 61,1 % de la quantité fixée dans le plan. La crise de la main-d'œuvre continue à se faire sentir; les ouvriers s'enfuient, abandonnant le travail de la mine par suite de la situation très pénible dans laquelle se trouve l'approvisionnement.

*
**

L'instruction générale obligatoire et la réalité

La campagne en faveur de l'instruction générale obligatoire dont parle tant la presse bolcheviste d'Ukraine n'est en réalité appliquée que sur le papier. C'est ainsi que dans la banlieue de Kiev les locaux manquent pour l'installation de 28 écoles destinées aux enfants de 8 à 12 ans. Les manuels manquent, les fournitures scolaires manquent aussi dans la proportion de 40 à 50 %. En outre, plus de 10 % des enfants ayant l'âge scolaire ne peuvent fréquenter l'école par suite du manque de vêtements chauds et de chaussures.

*
**

La vie culturelle

A la dernière session de l'Académie des Sciences de l'Ukraine, il a été décidé de fêter le jubilé de l'Académie le 28 décembre. A cet effet, le Gouvernement de la République soviétique d'Ukraine a assigné une somme de 50.000 roubles. La publication de toute une série de travaux de jubilé a été décidée.

Publication d'un dictionnaire encyclopédique ukrainien

A l'exemple du dictionnaire encyclopédique soviétique à l'usage de toute l'Union, la publication d'une encyclopédie ukrainienne a été décidée. Cet ouvrage est appelé à servir de modèle pour la publication d'autres encyclopédies dans chacune des républiques faisant partie de l'U.R.S.S.

*
**

Le Congrès des ingénieurs ukrainiens émigrés

Le 13 novembre dernier s'est ouvert à Prague, le Congrès des représentants de l'Association des Ingénieurs ukrainiens émigrés. Une dizaine d'organisations avaient envoyé leurs délégués de différents pays. Le Congrès a décidé de grouper toutes ces organisations en une « Union des Associations des Ingénieurs ukrainiens à l'Etranger ». Le but de cette importante organisation d'émigrés spécialisés ukrainiens consiste, non seulement à défendre leurs intérêts profes-

sionnels et à se prêter une assistance réciproque, mais encore à faire connaître l'Ukraine aux étrangers au point de vue économique et technique, et aussi à familiariser les ingénieurs ukrainiens avec la technique et le développement économique des pays dans lesquels ils se trouvent.

L'Association se propose également de faciliter le rapprochement entre membres de ladite Association et les organisations techniques des différents pays.

Grâce à cet ensemble de dispositions, l'Association des Ingénieurs ukrainiens est appelée très certainement à préparer le rétablissement économique de l'Ukraine après que ce pays sera débarrassé de ceux qui actuellement l'occupent.

*
**

Les Soviets créent des brigades spéciales en vue de protéger leurs agents en Ukraine

Le nombre des attentats dirigés contre les agents bolcheviks allant toujours croissant dans les campagnes ukrainiennes, les Soviets multiplient les mesures répressives. Dans un but d'intimidation, ils ont créé des brigades spéciales, destinées au châtimement des mutins et à la protection des communistes soviétiques.

*
**

Le mouvement séparatiste chez les communistes ukrainiens

Ces temps derniers, les Soviets ont à nouveau procédé à des arrestations en masse parmi les communistes ukrainiens. Parmi les personnes emprisonnées, se trouve le chef des communistes séparatistes ukrainiens, Choumsky, qui, déporté une première fois en Sibérie par les bolcheviks à cause de son activité séparatiste, était récemment revenu en Ukraine.

A Kharkov, le Guépéou a découvert une typographie clandestine qui servait aux Ukrainiens, partisans de Choumsky, à imprimer des proclamations exigeant la séparation de l'Ukraine soviétique d'avec l'U.R.S.S.

*
**

Une grave épidémie ravage le bassin du Donetz

Une maladie intestinale, de caractère épidémique, s'est répandue dans le bassin du Donetz, où elle a fait un nombre considérable de victimes.

En certaines régions, tous les services des hôpitaux ont été affectés au traitement des personnes atteintes de la contagion et l'on construit des baraquements pouvant abriter 1.800 malades.

En outre, dans les rayons d'Artémivsk et de Lougansk, les autorités ont organisé trente groupes sanitaires mobiles et vingt postes de vaccination.

En Ukraine, les médecins ont été mobilisés pour être envoyés dans le bassin du Donez.

Tentative infructueuse pour l'instruction des illettrés

Fin septembre, a eu lieu à Kharkiv, un Congrès des organisations dénommées « A bas les illettrés »; au cours du Congrès, l'un des dignitaires soviétiques a déclaré que pour l'année scolaire 1929-1930, d'accord avec le plan établi par le gouvernement soviétique, 2.615.000 illettrés recevront les premiers éléments d'instruction.

Pour se conformer aux instructions du plan, les autorités soviétiques de Kharkiv ont décidé de mobiliser, en qualité d'instructeurs, tous ceux qui sont sortis des écoles secondaires. Les personnes de cette catégorie, dont les appointements excéderaient cent roubles par mois peuvent se racheter de cette servi-

tude en abandonnant 5 % de leur gain à la Caisse d'instruction des illettrés (*Communiste* de Kharkiv, N° 217); on peut se représenter la distance qui sépare ce plan théorique des réalités pratiques lorsqu'on sait que dans de nombreux départements d'Ukraine, dans ceux de Soumy, de Zinovievsk, de Mikolaïv, de Kherson, de Konotop, de Louhansk, de Tchernihiv, de Nijen et de Chevtchenkivsk, par exemple, on ne peut littéralement se procurer un seul cahier. Sur les vingt-huit filiales ukrainiennes de « l'Édition nationale d'État ukrainien », laquelle doit, d'après le plan gouvernemental, fournir aux illettrés tous les articles scolaires, vingt filiales n'ont pas un seul cahier en magasin. Au 15 septembre les stocks généraux de l'Édition d'État disposaient de 100.000 cahiers, alors qu'il en faudrait 7 millions et demi. Il en est de même des alphabets. On doit préparer (car ils n'existent encore pas) pour le commencement de l'année scolaire un million d'alphabets, alors que les besoins s'élèvent à 2.165.000. Dans certaines villes, dans le département de Soumy entre autres, les journaux locaux, de leur propre initiative, commencent d'imprimer des alphabets qu'ils distribuent en supplément à leurs lecteurs.

LES LIVRES

1° Sous la rédaction de M. M. E. Rassoul-Zadé, publiciste et homme politique azerbaïdjanien bien connu, a paru, édité à Istamboul, un recueil d'articles sous le titre : « *Le Nationalisme et le bolchevisme* ». Le livre a été publié en langue persane; il est destiné à renseigner l'opinion publique persane sur le problème des nationalités qui subsistent en ce moment le joug du bolchevisme russe.

Nous trouvons dans ce recueil des articles de MM. M. E. Rassoul-Zadé, M. B. Mahommed Zadé, Achanba, D. Charachidze, Abd El Kader, V. Mirski, concernant les pays opprimés par Moscou la Rouge, tels que l'Azerbaïdjan, le Caucase du Nord, la Géorgie, le Turkestan et l'Ukraine. Ces articles, écrits par des hommes politiques éminents, appartenant aux nations déjà citées, donnent au lecteur tous les éléments nécessaires pour l'étude des nationalités en U.R.S.S. Ils exposent en même temps un tableau à la fois saisissant et émouvant de la lutte que soutiennent ces peuples pour s'affranchir du joug cruel qui pèse sur eux afin de reconquérir leurs droits sacrés qui leur assureront une vie libre et indépendante.

*
**

2° « *La République d'Azerbaïdjan* ». — Sous ce titre a paru, à Berlin, en allemand, un livre dû à la plume du jeune et talentueux publiciste azerbaïdjanien, Hilal Munschî. L'auteur, dans un récit concis et serré, retrace la lutte du peuple azerbaïdjanien pour sa libération et son indépendance.

Le livre contient des données historiques, géographiques, économiques et politiques sur l'Azerbaïdjan et la Transcaucasie; il donne ainsi au public allemand des renseignements généraux sur l'Azerbaïdjan, sur ses richesses économiques et sur le problème politique de l'affranchissement du peuple azerbaïdjanien ainsi que de quelques autres nations qui subissent aujourd'hui l'oppression cruelle de l'impérialisme rouge.

Le livre est fort bien édité. Il est écrit d'une manière agréable et facile à lire.

Le Gérant : P. GIRAULT

Librairie Orientale et Américaine

Fondée en 1835

COMMISSION

EXPORTATION

JEAN MAISONNEUVE * *

MAISONNEUVE Frères, Successeurs

Libraires-Éditeurs

3, Rue du Sabot, PARIS (6^e) France

R. C. Seine 214.190 B. — Compte Chèques Postaux 423-73, Paris

Ouvrages relatifs à la Linguistique, l'Archéologie, l'Histoire, l'Ethnographie, etc.
de l'Europe, l'Asie, l'Afrique, l'Amérique et l'Océanie

Grammaires, Dictionnaires, Chrestomathies
et Guides de conversation en toutes langues

Les littératures populaires de toutes les Nations, traditions, légendes,
superstitions, contes, chansons, etc.

Bibliothèque orientale — Bibliothèque linguistique américaine
Bibliothèque ethnographique, etc.

BIBLIOGRAPHIE — THÉOLOGIE

Revue de linguistique et de Philologie Comparée, fondée en 1868

Revue l'Ethnographie

Grand choix de livres rares et curieux, Reliures anciennes, Livres à figures

CATALOGUE ENVOYÉ SUR DEMANDE

ACHAT DE BIBLIOTHÈQUES

“ LE TRIDENT ”

Première Revue hebdomadaire Ukrainienne en France

fondée en 1925 à Paris

RÉDACTION ET ADMINISTRATION :

42, Rue Denfert-Rochereau, PARIS V^{me}

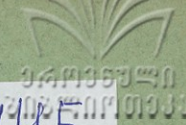
Prix de l'abonnement en France :

Un an : **80** fr. — Six mois : **40** fr. — Trois mois : **20** fr.

Un mois : **8** fr. — Au Numéro : **2** fr.

Librairie “ LE TRIDENT ”

Grand choix de livres sur l'Ukraine, en langues ukrainienne et française. Cartes postales, portraits, dictionnaires. Toutes les éditions ukrainiennes de Pologne, de Roumanie, de Tchécoslovaquie, du Canada, du Brésil, des États-Unis, d'Allemagne, de Mandchourie, etc...



E 5114E
1931